

Les jeunes dans la rue à Shanghai

L'agitation étudiante vient de prendre une ampleur toute nouvelle à Shanghai, la plus grande ville de Chine. Elle rappelle une évidence qui, pour des raisons diverses, est trop longtemps passée inaperçue en Occident : l'existence de démocratie, pour s'exprimer de multiples façons en fonction des différences de contextes culturels et politiques, n'en est pas moins un bien communément partagé par tous les peuples.

L'origine de cette agitation n'est pas encore clairement établie. On ne saurait exclure que son émergence simultanée dans plusieurs villes du pays soit le fruit des difficultés que rencontrent manifestement M. Deng Xiaoping pour imposer sa réforme politique à un appareil à la fois gigantesque et, sous bien des aspects, sclérosé.

M. Deng Xiaoping lui-même n'avait pas hésité, il y a huit ans presque jour pour jour, à susciter un mouvement analogue et à bousculer les caciques inquiets, à juste titre, de leur sort face à ses toutes réformatrices. De même est-il impossible d'affirmer que, par ailleurs, parmi les diverses factions opposées à la libéralisation portant mensure du régime, n'a soufflé sur le feu, la violence jouant le cas échéant en faveur des conservateurs. On les verrait bientôt accuser la direction d'avoir affaibli le Parti communiste. La tradition des manifestations populaires en Chine n'est pas exempte de telles provocations et manipulations.

Pécuniairement, le fait qu'un tel mouvement puisse, en dépit de ces risques, refaire surface en quelques jours dans ce pays montre à quel point l'homme de la rue a chinois rassemble finalement à son homologues de la place des Invalides ou d'Alma-Ata. Des exigences fondamentales — être dirigé par des hommes ouverts, porteurs d'une autorité réelle, exempt de despotisme et intéressés de tous — finissent toujours par déborder dans la rue lorsqu'elles ne peuvent s'exprimer ailleurs. Ainsi l'argument de la « spécificité chinoise », si longtemps invoqué en Occident pour minimiser les revendications démocratiques en Chine, est-il à nouveau démenti, cette fois par les étudiants de Shanghai et les gens de toutes conditions qui se sont joints à eux ces dernières quarante-huit heures.

Ces démonstrations placent M. Deng Xiaoping devant un choix délicat. Elles apportent, certes, de l'air à son moulin en venant démontrer, s'il en était besoin, que la survie même du régime communiste est fonction de sa capacité à se réformer. Ce qui est vrai non seulement du secteur économique mais aussi des mécanismes politiques, encore fortement imprégnés de stalinisme et de paternalisme.

Mais les revendications des manifestants dépassent largement le cadre de la libéralisation envisagée par M. Deng Xiaoping : contestation à l'égard de la Chine en Occident — et, curieusement, surtout aux États-Unis — il n'a jamais renié les valeurs fondamentales du communisme chinois. Au premier rang figure l'idée selon laquelle la démocratie parlementaire est corrompue des dérives de la nation et que l'autorité du Parti communiste ne peut être contestée qu'en vue de la renforcer et non de l'affaiblir.

On saura vite si et, dans ce cas, comment M. Deng Xiaoping, qui avait personnellement ordonné la répression de la contestation il y a sept ans, lorsqu'elle menaçait ce dogme, de sortir de la présente situation sans compromettre l'assise idéologique du régime.

(Lire nos informations page 3.)

Violents combats dans le Tibesti Les forces tchadiennes contiennent l'offensive des Libyens

L'issue des violents combats qui se déroulent, depuis vendredi 19 décembre, dans le nord du Tchad, entre les forces libyennes et les partisans de M. Goukouni Oueddei, soutenus par l'armée de N'Djamena, est encore incertaine. Il semble cependant que l'importante offensive lancée par les troupes du colonel Kadhafi pour le contrôle du massif du Tibesti se heurte à une vive résistance. A Bardai notamment, localité bombardée par l'aviation de Tripoli, les chars libyens ont été repoussés.

Le président tchadien, M. Hissène Habré, s'est résolu à franchir le Rubicon. Pour la première fois, les autorités de N'Djamena ont admis implicitement, dimanche 21 décembre, que les Forces armées nationales tchadiennes (FANT) ont lancé une contre-offensive dans le nord du Tchad, dans le massif du Tibesti, où se déroulent de très violents combats, depuis vendredi, entre les troupes libyennes et celles des Forces armées populaires (FAP) restées fidèles à M. Goukouni Oueddei.

En franchissant le 16^e parallèle, cette « ligne rouge » qui marque

la limite de la zone d'intervention du dispositif militaire français Epervier, les troupes tchadiennes semblent être passées outre aux recommandations de Paris.

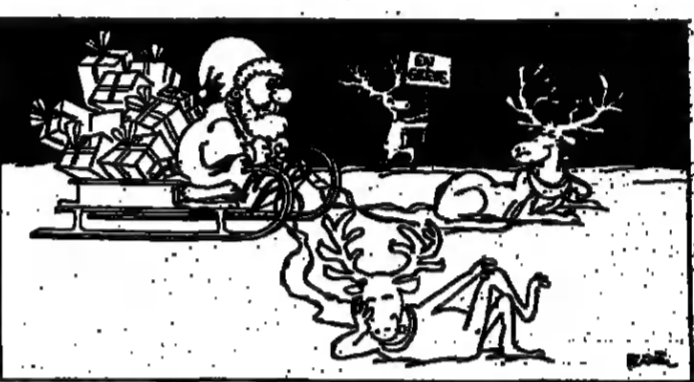
Cette « bataille du Tibesti », dont l'issue est, à terme, aléatoire, si M. Hissène Habré ne reçoit pas une aide logistique importante et si le colonel Kadhafi décide de jeter dans la bataille plusieurs milliers d'hommes, ainsi que son aviation, risque d'entraîner le gouvernement français beaucoup plus loin qu'il ne le souhaitait.

L. Z.

(Lire la suite page 3.)

Les grèves dans les transports et l'ouverture de négociations Le gouvernement voudrait éviter la cascade des revendications salariales

M. Jacques Chirac a réuni à l'hôtel Matignon, le lundi 22 décembre en fin de matinée, les ministres concernés par les grèves dans le secteur public : M.M. Balladur, Séguin, Giraud, Méhaignerie, Juppé, Doufflaques, Longuet et de Charette. Le premier ministre devait indiquer aux ministres les limites à observer en matière de rémunérations. Alors que les pourparlers s'engagent à la SNCF, à 18 heures, l'objectif du gouvernement est d'éviter une cascade de revendications salariales qui mettrait en péril sa politique économique.



Lire page 23 l'article de MICHEL NOBLECOURT et page 28 l'évolution des grèves à la SNCF et à la RATP.

Armes chinoises à vendre

Les « marchands de canons » de Santiago se disputent les marchés irakien et israélien.

PAGE 6

L'obstination de Sakharov

Il continuera, après son retour à Moscou, à « dire ce qu'il pense ».

PAGE 4

La cache d'armes d'Aulnay-sous-Bois

Six interpellations.

PAGE 28

Le sommaire complet se trouve page 28

Un million de personnes sans couverture sociale en France

Les exclus de l'hôpital

Lascaz-Puy dernier par Coluche, les « Restos du cœur » ont ouvert dimanche 21 décembre : soixante mille repas sont prévus chaque jour jusqu'en printemps. Pour sa part, l'association Médecins du monde vient de prendre des initiatives pour venir en aide à un million d'hommes et de femmes qui, en France, ne bénéficient d'aucune protection sociale.

L'homme crache du sang et veut consulter un médecin. Il se présente au service d'admission d'un grand hôpital parisien : « Votre carte d'assuré social ? », lui demande l'agent hospitalier. « Je n'en ai pas. » Dans ce cas,

nous ne pouvons vous recevoir... Le professeur Alain Deloche, président de Médecins du monde, nous assure que personne ne veut croire à cette histoire quand il la raconte. « Or elle est absolument véridique, dit-il. Hormis les cas d'urgence, une personne sans couverture sociale ne peut que difficilement se faire hospitaliser. » (1) Actuellement, en France, plus d'un million de personnes ne bénéficient d'aucune protection sociale. Qui sont-elles ? Comment ont-elles pu en arriver là ? Comment vivent-elles cette situation ? Les Médecins du monde, ces

Le bilan économique 1986

L'année des dévaluations... Le Monde Économique est un journal qui vous apporte chaque semaine les dernières nouvelles de l'économie française et internationale. C'est un journal qui vous aide à comprendre les événements économiques et financiers, à saisir les enjeux de la conjoncture et à anticiper les évolutions. C'est un journal qui vous offre des analyses et des commentaires de qualité. C'est un journal qui vous fait gagner du temps et de l'argent. C'est un journal qui vous aide à réussir.

Choisi par le public, applaudi par la critique, couronné par les jurés : un grand romancier.

PRIX INTERALLIÉ

Philippe LABRO

L'étudiant étranger

GALLIMARD

La RFA à un mois des élections Un chancelier qui revient de loin

Les élections au Bundestag, le Parlement ouest-allemand, se dérouleront le 25 janvier. La campagne électorale marque une pause pendant la période des fêtes. Mais, Fortes et déçues, les grandes tendances se dessinent : le chancelier Kohl et le Parti chrétien-démocrate ont le vent en poupe.

BONN de notre envoyé spécial

La prophétie d'Herbert Wehner, légendaire secrétaire général du Parti social-démocrate ouest-allemand, aujourd'hui retraité, avait fait sourire. Au lendemain de la victoire électorale du chancelier Kohl et de la coalition des chrétiens-démocrates et des libéraux, le SPD se voit enlever le pouvoir.

Malgré la sévère défaite du parti et de son candidat chancelier Hans-Jochen Vogel, on était fermement persuadé que les mauvais jours n'allaient pas durer. Les raisons d'espérer ne manquaient pas : le SPD n'avait-il pas, aux côtés des Verts, animé le plus puissant mouvement populaire de l'Allemagne d'après-guerre, dirigé contre l'implantation des centrales nucléaires ? De plus, le nouveau chancelier, avec sa balourdise apprenante et sa propension aux griffes, n'était pas près de faire oublier Helmut Schmidt, qui restait l'homme le plus populaire du pays...

Jusqu'à l'automne 1985, le scénario mis au point par la direction politique démocrate semblait se dérouler au mieux : d'élections municipales, le parti de Willy Brandt reportait d'incontestables succès ; « l'Espoir » du SPD, M. Oskar Lafontaine, enlevait aux chrétiens-démocrates un de leurs bastions, le Land de Sarre. Désigné candidat chancelier en octobre 1985, M. Johannes Rau, ancien triomphalement ministre-président de Rhénanie-Westphalie, bénéficiait dans l'opinion publique d'un capital de confiance notablement supérieur à celui du chancelier en exercice. En Hesse, la coalition de sociaux-démocrates et de chrétiens fonctionnaires sans appuis majeurs, préfiguration de cette « majorité de gauche des chrétiens-démocrates » appelée de ses vœux par Willy Brandt.

« Cette victoire », à l'arraché, des partisans du chancelier Kohl obtienne, il faut le souligner, alors que « l'effet Tchernobyl » était à son point culminant outre-Rhin, allait marquer le point de départ d'une remontée en flèche des chrétiens-démocrates. Les élections bavaroises de septembre, celles de Hambourg en novembre, furent catastrophiques pour le SPD. En l'espace d'un mois, tous les sondages en font foi, la cote de M. Johannes Rau s'affondra.

LUC ROSENZWEIG (Lire la suite page 4.)

Je lisais

RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE

La presse est accusée d'entretenir un « climat révolutionnaire »

Alors que, en Afrique du Sud, la presse est accusée par les autorités de participer au « climat révolutionnaire », et que se développe, dans le mouvement noir, une « campagne » de résistance passive, le gouvernement américain a, confirmé, dimanche 21 décembre, que M. George Shultz, secrétaire d'Etat, rencontrera le mois prochain à Washington M. Oliver Taaba, président du Congrès national africain (ANC, mouvement anti-apartheid). A Lusaka (Zambie), le sommet des six Etats de la « ligne de front » qui devait se tenir d'accord sur une série de sanctions contre l'Afrique du Sud, a été ajourné dimanche soir en raison du décès de l'un des fils du président zambien, M. Kenneth Kaunda.

Le bureau de l'information reconnaît d'autre part que l'état d'urgence n'a pas encore permis « d'éliminer l'agitation politique » et accuse la presse d'être « dans une grande mesure » responsable de « climat révolutionnaire ». Il estime que, depuis le début des troubles en septembre 1984, « 1 400 écoles, 7 000 maisons et 100 commerces ont été brûlés » et que « 7 000 voitures et 10 000 véhicules ont été détruits ». Enfin, le texte précise que, jusqu'au 12 juin, 650 personnes ont péri en raison « des actions radicales ». Après 28 mois d'agitation, le chiffre total du nombre des victimes est évalué à 2 300, dont 1 300 pour les onze premiers mois de 1986.

« Noël » contre l'état d'urgence

Devant ce bilan, la presse doit prendre un peu de responsabilité dans la lutte qui se développe en Afrique du Sud, en ne soufflant pas sur les braises. Voilà pourquoi, elle n'a plus la possibilité de faire état librement de tout ce qui touche à la sécurité de l'Etat.

A la fin de la semaine dernière, les autorités ont interdit à trois journaux, City Press et le Sowetan, d'évoquer ou de donner toute information relative à la campagne intitulée « Noël contre l'état d'urgence », qui a débuté le 16 décembre et doit s'échouer le 26. D'autre part, la police a interdit à

quiconque, dans la région du Cap, de participer aux activités de douze organisations ou syndicats pour réclamer notamment la libération des détenus et le retrait de l'armée des townships ou appeler à participer à la campagne de résistance passive de Noël. Il s'agit d'un mot d'ordre de sensibilisation de la communauté noire, qui est invitée à dix jours de « dignité », en s'abstenant de participer à toutes réjouissances, par solidarité avec toutes les victimes de l'état d'urgence.

Les signataires de l'appel, l'UDF (Front démocratique uni), le COSATU (Centrale syndicale noire), le SAACC (South African Council of Churches) et le NECC (National Education Crisis Committee), ont demandé que les manifestations sportives et les concerts soient interdits, appelant, d'autre part, la communauté noire à éviter de faire du shopping et demandant que les bars ferment à 9 heures du soir. En signe de protestation, les habitants de Soweto ont plongé dans le noir, et la cité d'Alexandria, à proximité de Johannesburg, ressemble à une ville morte. Selon plusieurs témoins, les « camarades » parcourent les rues en demandant aux habitants d'éteindre les lumières, les radios et les téléviseurs. D'après City Press, des heurts violents se sont produits à Fhribi, un quartier de Soweto, entre ce « camarade » et ceux que l'on appelle « les Russes », des Sowetos traditionnels appelés ainsi en raison, paraît-il, de la façon dont ils sont vêtus, et qui sont opposés au mot d'ordre. Les violences entre « Russes » et « camarades » auraient déjà fait au moins sept morts. Il est néanmoins malaisé de faire la distinction entre ces combats fratricides et le regain d'action des voyous qui profitent de l'obscurité.

MICHEL BOLE-RICHARD.

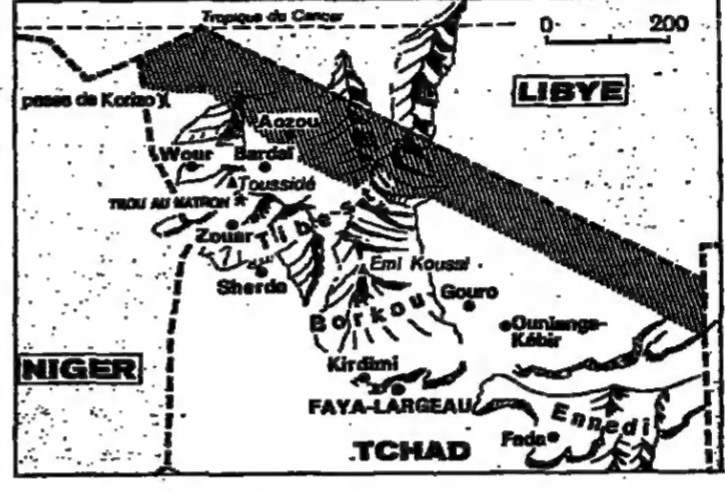
TCHAD

Violents combats dans le Tibesti

(Suite de la première page.) On voit mal, en effet, les forces françaises camper sur leurs positions si les troupes gouvernementales tchadiennes essayaient des revers importants. Rien qu'il soit difficile de faire la part des choses dans les communiqués de victoire publiés par N'Djamena, il semble que les troupes du colonel Kadhafi n'ont pas marqué de points décisifs au cours de l'offensive de grande ampleur qu'elles ont lancée depuis six semaines. Pour sa part, Tripoli, via l'agence libyenne de presse Jana, a réaffirmé (chairs lourds, blindés, « orgues de Staline », BM-21, artillerie et chasseurs-bombardiers).

L'ampleur de ces combats est confirmée à Paris, de source militaire française, à N'Djamena, de source diplomatique occidentale, ainsi qu'à Washington. Des responsables du gouvernement américain, cités dimanche par la New York Times, ont indiqué que plusieurs milliers de soldats libyens, utilisant des avions et des chars soviétiques, ont lancé une importante offensive dans le nord du Tchad.

Il semble, en effet, que, face aux opérations de guérilla menées par les maquisards tchadiens dans une zone qu'ils connaissent parfaitement, l'armée libyenne éprouve de grosses difficultés à évoluer, bref, qu'elle a tendance à « s'enlisée », alors même qu'elle est très éloignée de ses bases de ravitaillement. On estime, en outre, de source militaire française, que le chiffre de quatre cents morts libyens, avancé à la fois par N'Djamena et le secrétaire de M. Goukouni Oueddeï, est « très exagéré ». Il semble, en revanche, que les troupes tchadiennes aient détruit plusieurs chars libyens et fait de nombreux prisonniers.



Si l'issue de la bataille de Bardat semble avoir été favorable aux combattants de N'Djamena, la situation demeure beaucoup plus incertaine à Zouar et Wour, où des combats se déroulent encore dans la soirée de dimanche. Selon certaines informations, les forces tchadiennes auraient dû effectuer une « retraite tactique » dans ces deux localités.

Alors qu'à N'Djamena les autorités, abandonnant le terme de « forces patriotiques » pour qualifier les partisans de M. Goukouni Oueddeï, parlent aujourd'hui de « troupes tchadiennes », confirmant ainsi leur engagement dans le Tibesti, le secrétaire de M. Goukouni Oueddeï a, formellement démenti, dimanche soir, que les FANT participent aux combats aux côtés des FAP. Dans un communiqué, M. Kaïtan, directeur de cabinet de M. Goukouni Oueddeï, a cependant confirmé « l'existence d'une collaboration au niveau technique et logistique dans le cadre d'une alliance objective ». A l'évidence, chacun des deux camps — les FAP et le gouvernement de N'Djamena — entend avoir seul le bénéfice des succès remportés sur le terrain.

Le président Hissène Habré, dont les troupes, selon certaines informations, ont également lancé une offensive dans l'ouest du BET (Borkou, Emdedi, Tibesti), autour de Fada, localité occupée par les troupes libyennes, a donc fait un pari risqué sur le plan militaire et diplomatique. Une victoire dans le Tibesti, qui lui permettrait de prendre à revers les troupes libyennes installées notamment à Faya-Largeau, l'autoriserait à affirmer que l'essentiel du territoire tchadien a été repris à l'occupant libyen. Pour se faire, il faudrait cependant que les FANT viennent à bout de quelque 7 000 à 8 000 soldats libyens stationnés dans le BET, ce qui paraît, à première vue, en l'absence d'un engagement direct de la France, un objectif très difficile à atteindre.

L. Z.

Asie

CHINE : les manifestations pour la démocratie

Les autorités n'excluent plus un recours à la force contre les étudiants

Shanghai. — La poursuite, pendant le week-end, des manifestations d'étudiants à Shanghai en faveur de la démocratisation du régime a conduit les autorités à évoquer, pour la première fois, le lundi 22 décembre, l'éventualité d'un recours à la force en dénonçant la présence, parmi les manifestants, d'éléments susceptibles d'actions illégales. Selon l'agence Chine nouvelle, un porte-parole de la municipalité a affirmé que trente et un policiers avaient été molestés et que, selon la formule consacrée à Pékin, « un petit nombre » de manifestants s'étaient rendus « au désobéir » le pays en tirant parti « du rôle patriotique des étudiants et des espoirs qu'ils plaquent dans la démocratisation et la libération ».

Cette déclaration, d'un ton assez modéré, fait suite à trois journées de manifestations d'une importance sans précédent en Chine depuis la Révolution culturelle lancée par Mao en 1966. Des dizaines de milliers d'étudiants — de 50 000 à 70 000, selon les estimations des journalistes occidentaux — s'étaient rassemblés dans le centre de Shanghai samedi, porteurs de banderoles réclamant plus de liberté et de démocratie, et condamnant le « despotisme » des autorités. L'usage de ce terme renvoie aux protestataires les plus radicaux du « Printemps de Pékin » de 1978 et 1979, qui avait également été l'occasion d'appels en faveur de la démocratie.

L'agitation croissante à Shanghai, qui avait débuté vendredi (le Monde dans 21-22 décembre), fait suite à des manifestations similaires, dans plusieurs autres villes chinoises, depuis le 9 décembre. Toutes se sont déroulées dans le calme, et les responsables chinois se sont employés à en minimiser le caractère insubmersible ou théorique, à dépeindre en termes violents qu'elles étaient le fruit des réformes politiques en cours. Selon des journaux de Hongkong, proches du régime communiste, une seule manifestation à Shenzhen, dans la zone franchie bordant la colonie britannique, a dégénéré en heurts violents avec les forces de l'ordre.

Les rumeurs concernant ces violences semblent avoir servi de catalyseur à la manifestation de samedi

Diplomatie

La poussée soviétique dans le Pacifique sud

Le Vanuatu confirme son intention de signer l'accord de pêche avec Moscou

SYDNEY correspondance. — Le Vanuatu a confirmé, le vendredi 19 décembre, son intention de signer, à une date qui reste à déterminer, un accord de pêche avec l'Union soviétique, qui suscite de vives inquiétudes en Australie, en Nouvelle-Zélande, ainsi qu'aux Etats-Unis. Un bref communiqué des autorités de Port-Vila a indiqué que le conseil des ministres avait entériné la veille cette décision, sans fournir de précision sur le contenu de l'accord.

Toutefois, l'ambassadeur soviétique en Australie, M. Samotkin, avait auparavant confirmé, dans des déclarations faites aux New Fiji, que l'accord comporte des clauses permettant aux chalutiers soviétiques de mouiller dans les ports de Vanuatu, ainsi que le droit d'atterrissage des avions de l'aéroclub.

De nombreux prisonniers

A Moscou, l'agence Tass va plus loin, indiquant que les avions français « attaquent le matériel de guerre et les dépôts de munitions situés dans la région, prêtant ainsi une assistance directe aux troupes du régime Habré ». Les forces de l'ex-GUNT dirigées par M. Achekh Ibn Omar ont d'ailleurs demandé à l'Union soviétique d'apporter son soutien « face à l'agression franco-américaine dont le peuple tchadien est l'objet ». Une rencontre a eu lieu samedi, à Tripoli, entre le ministre des affaires étrangères, M. Bilal Hayden, et le chargé d'affaires de l'Union soviétique.

En France, le premier ministre, M. Jacques Chirac, qui assistait samedi, à Metz, à un exercice de l'armée de l'air, a déclaré que « la mission Epervier est pour l'instant...

Proche-Orient

LA GUERRE DU GOLFE

Raid meurtrier de la chasse irakienne dans l'ouest de l'Iran

Plus de quatre-vingts personnes ont été tuées lors du raid de la chasse irakienne sur les quartiers résidentiels de Bakhtar, dans l'ouest de l'Iran, dimanche 21 décembre, a annoncé l'agence iranienne de presse IRNA.

Cette même agence a affirmé que l'aviation avait violé l'espace aérien de Hamadan, dans l'ouest de l'Iran, et celui d'Arak, au sud-ouest de Téhéran. Une alerte rouge a été déclenchée à Téhéran peu après l'intervention irakienne.

Une délégation française à Téhéran. Radio-Téhéran a annoncé que des raids de représailles ont débuté, dimanche soir, contre des objectifs économiques et militaires dans les villes irakiennes, à l'exception de Najaf, Karbala, Samarra et Kazimayn, villes saintes du chiisme.

Force 10
la mer a ses diamants.

Fred, homme de la mer et joaillier, transforme un câble marin en bijoux d'or, de diamants et d'acier.

FRED
JOAILLIER

6, rue Royale, Paris, Tél. 01 47 20 21 45 • Le Caire, 74, Champs-Élysées • Miami, Maritain, Paris.
Rue de l'Opéra • 21, Bd de la Concorde, Cascoff Hotel (Geneve), House-Casco.
22, rue du Marche, Genève • Beverly Hills • Houston/Dallas • New York.

Pour la deuxième année consécutive

Triple Champion du monde j'ime!

Avec le lubrifiant Shell Puissance 7 et
le nouveau supercarburant Formule Shell.



Shell Puissance 7

Le lubrifiant déjà trois fois champion du monde 1985
(Formule 1, Rallyes, Endurance).



Formule Shell

Le Super super, le nouveau supercarburant dont le stimulant de combustion augmente la performance des moteurs.



Champion du Monde
des Rallyes 1986 avec
la Peugeot 205 Turbo 16



Champion du Monde
de F1 1986 avec
Alain Prost



Champion du Monde
d'Endurance 1986 avec
Porsche et Derek Bell

SHELL PUISSANCE 7 ET FORMULE SHELL SONT EN VENTE DANS LES STATIONS SHELL.

صحننا من الامل

Politique

LE MONDE - MARDI 23 DÉCEMBRE 1987

Le Parlement approuve le nouveau dispositif d'aménagement du temps de travail

Entre la rue et les élus

Le Parlement n'a été qu'une chambre d'enregistrement. Sa majorité a accepté — comme le lui demandait le gouvernement — de voter sans discuter le texte de l'ordonnance refusée par le président de la République et transformée en amendement à un projet qui passait par là par hasard. Tant pis pour le chef de l'Etat, qui socialisait, une fois encore, qui dépeçait et sépara les amendements puis les ministres. M. Mitterrand ne dira rien, puisqu'il estime ne pas avoir à se mêler des rapports entre le gouvernement et le Parlement: il n'est pas «le 31», c'est le conseil constitutionnel qui a le droit de prononcer, tant le gouvernement a insisté dans le processus.

M. Chirac ne serait-il pas suffisamment assuré de sa majorité pour toujours préférer le passage en force à la discussion parlementaire? La paradoxe est que son ministre des affaires sociales, M. Séguin, qui fut un législateur hors pair au temps où il siégeait à l'Assemblée nationale, inventa aujourd'hui de nouvelles méthodes pour résister pratiquement à néant les droits de l'opposition. Au printemps, il a obtenu une disposition constitutionnelle — particulièrement jamais appliquée — pour refuser la discussion d'amendements à son texte supprimant l'autorisation administrative de licenciement.

Cet automne, il accroche un amendement à un train en bout de course législatif, de telle sorte que députés et sénateurs n'avaient plus de réelles possibilités d'en débattre. Certes, il lui fallait, cette fois, trouver le moyen de régner sur le président de la République, qui avait attendu l'ultime moment pour annoncer son refus de signer l'ordonnance sur l'aménagement du temps de travail. Mais quand les querelles de procé-

ture prennent le pas sur les discussions politiques, c'est la qualité du débat démocratique qui est mise à mal.

La stratégie du gouvernement au Parlement est, ainsi, poussée au paroxysme. Depuis le début de la législature, il n'a cessé de chercher — et de trouver — les méthodes lui permettant de réduire autant que possible les débats dans les deux Chambres. Au cours de cette session, il n'a, d'un seul coup, utilisé qu'une fois le fameux «49-3» (sur le découpage des circonscriptions). Mais il a systématiquement utilisé la procédure d'urgence, qui, par la symétrie des majorités à l'Assemblée et au Sénat, limite en fait à une seule lecture la discussion du projet, alors que la complexité des domaines où le loi intervient devrait conduire à remettre plusieurs fois sur le métier le travail législatif.

Au calme jusqu'au printemps

Limiter les débats était un impératif pour le premier ministre. Sur chacun de ses projets de loi, il a dû constater la fragilité de sa majorité, ou plus exactement son manque d'unité idéologique. Contrairement aux prévisions, les barrières n'ont pas été les plus indéfectibles. Une seule année, leurs critiques globales sur un budget 1987 moins rigoureux, à leurs yeux, que ne le dit M. Balladur, et sur les «cadeaux» offerts à certaines catégories sociales au détriment des investissements, ils ont souvent voté au secours du gouvernement. Laissons M. Barre s'enfermer dans un silence contestataire de plus en plus bruyant, sans que le Parlement n'ait rien fait qui puisse porter atteinte à une accusation d'indifférence. Pourquoi se priverait-il du plaisir d'observer, sans agir, le premier ministre aux prises avec des difficultés que tant d'autres lui créent?

Les vieux gauchistes, qui ne posent en garderie du temps, s'en sont chargés lors du débat sur l'acte unique, qui renforçait trop, à leurs yeux, le pouvoir des institutions européennes, alors que gauchistes et centristes regrettaient la prudence du pas accompli. La préparation de la loi de programmation militaire montre aussi clairement que le «consensus» pourtant proclamé n'était pas tout à fait dans ce domaine essentiel. Les amis de M. Chirac ont été peints par les concessions que le premier minis-

tre a dû consentir au président de la République. Renvoyer le débat parlementaire au printemps permet de mettre sous le boisseau un sujet délicat.

Même motif, même position, pour les sujets dits de société. Les centristes n'ont pas dissimulé leurs réticences sur la réforme du code de la nationalité, pourtant jugée trop laxiste par une partie du RPR soucieuse du respect de promesses électorales. La privatisation du gardiennage des prisonniers — envisagée par M. Alain Chabat — n'a pas non plus trouvé grâce aux yeux des héritiers de la démocratie chrétienne. Là encore, renvoyer le débat parlementaire au printemps permet de rechercher au calme une solution de compromis.

Les divergences de vision d'avenir au sein de la majorité ont été particulièrement flagrantes à propos de l'Université. M. Alain Devaquet a proposé un compromis qui ne satisfaisait personne à l'Assemblée nationale, et la contestation dans les campus a camouflé les désaccords chez les législateurs. Si le premier ministre avait pu compter sur une majorité solide, il aurait probablement été en meilleure position pour faire face aux manifestations des étudiants et des lycéens.

La rue a gagné. Mais sa victoire a été facilitée par les hésitations des députés. Apparemment pardons: pour le premier fois depuis longtemps, des manifestants ont clairement demandé aux législateurs d'arbitrer en leur faveur le conflit qui les opposait à l'État.

M. Chirac aurait pu — il aurait dû — constater la fin de son «état de grâce» dès le début de cet automne dans les couloirs du Palais-Bourbon et du palais du Luxembourg.

Le pouvoir, le 16 mars, est passé de l'Elysée à Matignon. En route, une partie de ce pouvoir s'est arrêtée à l'Assemblée nationale. La décision de ne pas convoquer le Parlement en session extraordinaire en est une preuve par l'absurdité. M. Chirac ne pouvait laisser s'ajouter à la contestation des journaux, à la révolte des agriculteurs, à l'agitation sociale dans les services publics, le grignotage grandissant des élus de sa majorité. Un gouvernement — quel que soit le président de la République — peut-il agir longtemps sans le bénéfice pas d'un soutien sans faille de la majorité parlementaire?

THÉRRY BRÉHER.

Au Sénat: baroud d'honneur de la gauche

Le Sénat a adopté définitivement, samedi après-midi 20 décembre, les conclusions de la commission mixte paritaire sur le projet de loi portant diverses mesures d'ordre social. Ce projet est assorti de «l'amendement Séguin» qui reprend le contenu de l'ordonnance sur le temps de travail que le président de la République avait refusé de signer. Par ce vote également est confirmé le rétablissement d'un secteur privé dans les établissements publics hospitaliers.

La guerre aurait-elle lieu? La question, justifiée par les quelques dix-huit heures de guérilla menée par la gauche au Palais-Bourbon contre «l'amendement Séguin», a reçu une réponse dès l'ouverture de la séance, samedi matin 20 décembre, au Palais du Luxembourg.

Une modification de l'ordre du jour, demandée par le gouvernement, fut le prétexte tout trouvé à l'ouverture des hostilités... procédures, avec demande de suspension de séance refusée par scrutin public.

Après une dure journée et une dure nuit passée avec les députés, M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, a insisté sur la légitimité des démarches. «Ces DMOS, qui étaient déjà un fourre-tout, deviennent une loi saute qui peut», affirmait M. Marc

Reiff (PS, Gironde), «Cavalier d'inspiration patronale», lançait M. Lederer, pour qui l'amendement de M. Séguin consiste à livrer au CNPF «texte bien ficelé comme un paquet cadeau» et qui «suggère» au gouvernement de lui livrer aussi «les enfants qui pourront passer quelques heures avec leur mère la nuit et le dimanche». Quant à M. Jean-Luc Mélenchon (PS, Essonne), il se demande si la gauche ne devrait pas remercier un gouvernement qui a réussi à convaincre la jeunesse que la démocratie «ce sont des CRS masqués à moto et armés de gourdin» et qui est en train de réussir à «unifier le syndicalisme contre lui».

Il revenait à M. Jean-Pierre Fourcade (RI, Hauts-de-Seine), président de la commission des affaires sociales, de répondre aux critiques de la gauche. Le débat n'est pas escamoté puisque, rappelle-t-il, en janvier et février, puis en juin, la question avait été largement débattue au Parlement.

La gauche avait «oublié» de demander la parole sur chacun des articles du projet. Dès lors, 16 heures n'avaient pas encore sonné que les vaineuses DMOS étaient adoptées par 227 voix contre 87 (PC, PS et autres sénateurs de la gauche démocratique). M. Michel Durafoeur (UDF-rad, sénateur gauche démocratique de la Loire) s'abstint.

A. Ch.

ENTREPRISE DE DEMAIN :
SOUS-TRAITER POUR REGNER
SCIENCE & VIE
ECONOMIE JANVIER

Le FAIT FRANÇAIS dans le monde
LA FRANCE 3^e SUPERPUISSANCE
Les Anglo-Américains, les Russes et nous...
FRANÇOIS DE PREDEU
NOURI-SUB-LAYON

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX.
DANS LE N° 2 D'EXPRESSION: JAPON, LA TÉLÉVISION DU XXI^e SIÈCLE.
ET AUSSI: ARCIMBOLDO, LE PICASSO DE LA RENAISSANCE CARAIBES, LE PARADIS PERDU DES STARS D'HOLLYWOOD
EXPRESSION

Un livre. Une expo
Le livre: 700 photos. 195 F. Editions Du May.
L'expo: du 9 jan. au 7 fév. 200 affiches. M.H.C.-BDIC. Hôtel des Invalides.

LA POLITIQUE À L'AFFICHE

MOI, C'EST LA PUISSANCE!
MOI, C'EST LA LIBERTÉ!

LA PUISSANCE DE L'IBM AT 3
LA LIBERTÉ DU PAPIRAN II TOSHIBA

IBM AT 3: Unité centrale 512 Mo, disque dur 30 Mo, lecteur 1200 No, écran monochrome, clavier IBM 102 touches, Dos 3.2 IBM, 47251 F HT, 9 950 F HT

PAPIRAN II: Portable: 3,9 kg, Autonomie: 8 heures, multi-usages, Lecteur intégré 720 No, Pour commander c'est facile. Par téléphone au 45.61.19.43, demander Florence. Par télécopie: 643.211 F. Par courrier chez: IMEGA 179, bd Haussmann, 75008 Paris.

MEGA 179, boulevard Haussmann 75008 Paris

Offre valable jusqu'au 31.12.86.

EXPOSITION CHINE JAPON
Pièces précieuses d'ornement, soieries sculptés, jades, porcelaines, tapisseries, manéchettes...
Du vendredi 19 décembre au lundi 5 janvier de 10 h à 21 h
Des experts seront sur place pour assister et expliquer gratuitement nos pièces sur rendez-vous.
Une des plus belles collections d'Europe
HÔTEL CONCORDE LAFAYETTE
3, place du Général Koenig 75017 Paris
Tél.: 47-58-12-84 - Poste 42-40

Les parfums HOUBIGANT PARIS
vous présentent leurs Meilleurs Vœux pour l'année 1987
7, place Vendôme
42-96-10-42

REPÈRES

Aéronautique

« Voyager » boucle la boucle

Voyager, l'engin expérimental américain qui tente d'accomplir le premier tour du monde sans escale et sans ravitaillement, a achevé sa traversée de l'Atlantique et, le 22 décembre au matin, s'est envolé vers l'Amérique. Toutefois, on se demandait aux États-Unis et les deux pilotes seraient-ils capables de continuer pour terminer leur vol et atterrir, mardi, sur la base d'Edwards en Californie. L'équipage semble, en effet, très fatigué après son turbulent passage sur l'Afrique, au point qu'il a oublié, samedi, de remettre de l'huile dans son moteur arrière, ce qui provoqua une panne importante de la température. L'incident a cependant été rapidement corrigé.

Parti le 14 décembre dernier, Voyager avait déjà parcouru, jusqu'à ce jour, quelque 35.000 kilomètres, et il a battu le record absolu de voyage sans escale que détenait depuis 1982 un bombardier stratégique B-52, lequel avait couvert une distance d'environ 20.000 kilomètres.

Défense

Un « observatoire » de la désinformation

Au début de l'an prochain, le ministre de la Défense, M. André Giroud, se propose de créer « une structure d'études et d'analyses du champ médiatique international » qui vise à déceler « ce qu'il appelle » les actions de « désinformation » dans la presse dont seraient victimes les journalistes. Il y a quelques semaines (le Monde du 14 novembre), l'Assemblée nationale, puis le Sénat.

Cet organisme, dont la composition n'est pas encore définie, pourrait être dénommé « observatoire de la désinformation » et il fera appel, pour ce qui concerne la réflexion intellectuelle, à des chercheurs de la Fondation pour les études de défense nationale que préside l'amiral Pierre Lacoste, ancien « patron » de la Direction générale de la sécurité extérieure des services de renseignements français.

Education

Un club de gauche pour l'école

Plusieurs anciens recteurs, présidents d'universités ou membres des cabinets de MM. Alain Savary,

Roland Carraz ou Roger-Gérard Schwartzberg ont fondé un club de réflexion sur l'école de l'avenir. Leur idée est de recueillir les projets de la gauche sur les problèmes scolaires, en tenant compte de l'expérience accumulée durant la précédente législature. Ce club regroupe autour de M. Christian Forestier, ancien recteur des personnels comme M. Christian Bécot, ancien directeur et ancien conseiller de M. Laurent Fabius à Matignon, M. Claude Poir, ancien directeur des lycées de M. Savary, MM. Georges Dupuis et Georges Seade, tous deux anciens conseillers techniques auprès d'Alain Savary. Dans le premier texte publié, le club affirme sa volonté de « passer d'un système qui n'a fait que limiter à un système où tous trouvent une formation efficace ».

Club de réflexion, chez Georges Dupuy, 9, rue Malher, 75003 Paris.

Paris

Familles sans logement dans le 20^e arrondissement

Sur les vingt-cinq familles victimes des incendies criminels du 20^e arrondissement, trois ont été reléguées. D'autres ne seront que temporairement logées dans des hôtels ou dans des résidences d'urgence. C'est ce qui vient d'annoncer M. Jean Tibari, premier adjoint à la mairie de Paris. « Mais, a-t-il ajouté, il n'y aura pas de logement pour les familles qui occupent les immeubles incendiés sans être de location ou dans des chambres meublées. Celle-ci n'est aucun droit ».

De son côté, le cardinal Lustiger, archevêque de Paris, a fait lire dimanche 21 décembre dans quatre paroisses du 20^e arrondissement un message exhortant les chrétiens à « être assez courageux et braves pour pousser nos familles gravement atteintes à l'urgence de leur avenir ». « Que le fils de Noël, a-t-il ajouté, bénisse le pauvre et vous permette de vivre en paix dans votre quartier ».

Religions

Le cardinal Rossi, doyen du Sacré Collège

Le cardinal brésilien Agnelo Rossi, soixante-trois ans, président de l'administration du patrimoine du Saint-Siège, a été nommé, le samedi 20 décembre, doyen du Sacré Collège, en remplacement du cardinal Carlo Ceronetti, décédé à Rome le 1^{er} août dernier. Si le doyen du Sacré Collège dirige les cérémonies durant le pontificat, c'est le cardinal cardinalissime (Sebastiano Baggio, italien) qui expédie les affaires courantes et préside le conclave.

Le 20 décembre mourut un autre cardinal brésilien, Mgr Avelar Brandão Vilela, soixante-quatorze ans, archevêque de San-Salvador-de-Bahia. Le Sacré Collège ne compte plus que cent quarante-cinq membres, dont cent neuf électeurs du pape en cas de conclave, et bientôt cent huit, le cardinal allemand Hoefner atteignant, le 24 décembre, le limite d'âge de quatre-vingts ans.

Au tribunal de grande instance de Paris

Leclerc et la guerre des sucres

Qu'il soit de meilleure ou de moindre qualité, le sucre n'est pas la seule substance capable d'adoucir le goût des boissons et des aliments. Depuis longtemps, les édulcorants de synthèse ont le même pouvoir, sans pour autant concurrencer le sucre naturel. Une loi du 30 mars 1902 avait d'ailleurs mis l'industrie sucrière à l'abri de toute menace en interdisant les édulcorants artificiels « pour tous usages autres que la thérapeutique, la pharmacie et la préparation de produits non alimentaires ». Aussi, « le faux sucre » était-il réservé à un usage strictement médical.

Avec l'amélioration du niveau de vie, le surconsommation des sucres raffinés entraîne l'apparition de régimes de toutes sortes, la plupart « auto-imposés » ou suggérés par les magazines. Du FDG aux régimes de se forme à la restriction inquisite de rations excessives, certains se sont dirigés vers ces édulcorants sans valeur nutritive.

Jusqu'au 7 novembre dernier, ils ne pouvaient s'approvisionner qu'en pharmacie, mais, depuis, les centres distributeurs Leclerc, continuant leur offensive dans la parapharmacie, commercialisent le Sacrandal fabriqué par les laboratoires Sarra. Les premiers é-

dulcorants ont été les laboratoires Searle, qui assignèrent Leclerc et Sarra devant le juge des référés du tribunal de grande instance de Paris le 9 décembre, en lui demandant de faire cesser cette vente, illicite à leurs yeux, parce qu'elle est contraire à la loi de 1902. Inventeur en 1985 de l'Aspartam, constituant principalement du Sacrandal et de leur propre édulcorant vendu sous la marque Candarel en pharmacie, Searle se trouve dans une position inconfortable.

Son produit, vendu depuis quinze ans, bénéficie de l'Autorisation de mise sur le marché (AMM) imposée aux médicaments, et il ne peut en vendre les mérites sans se plier aux lois sur la publicité des produits pharmaceutiques. Pris dans le carcan des textes régissant les médicaments, le laboratoire refuse qu'un concurrent se lance directement sur le marché des grandes surfaces sans s'embarrasser des contraintes de la pharmacie. En outre, Searle accuse les laboratoires Sarra d'avoir utilisé une marque pouvant créer la confusion dans l'esprit du client avec son propre produit.

Vendredi 19 décembre, le Conseil national de l'ordre des

pharmaciens se joignit à la procédure en s'appuyant également sur la loi de 1902 et sur le code de la santé publique. Mais, à l'audience, les avocats de Leclerc et son propre fils Michel-Edouard ont soutenu que le sucre de synthèse n'était pas un médicament. D'ailleurs, le Sacrandal n'a jamais sollicité d'AMM, et le ministère de la Santé ne semble pas s'en être formalisé. La vieille loi de 1902 se trouvait alors par les dispositions du code de la santé publique, et, surtout, une directive de la Communauté européenne donne une définition des médicaments qui ne s'applique pas aux édulcorants chimiques. C'est ainsi que sur les présentoirs des supermarchés britanniques on peut trouver... du Candarel, le produit des laboratoires Searle.

Les producteurs de sucre naturel avaient envoyé un observateur pour suivre un débat qui les inquiète, car, même s'il était débouté, le laboratoire plaignant pourrait se consoler en voyant s'ouvrir devant lui le marché des grandes surfaces, dont les centres Leclerc.

M. Pierre Culié, vice-président du tribunal civil de Paris, ne rendra son ordonnance que le 5 janvier, après la trêve des confiseurs.

MARC PORTEY.

Vague d'attentats en Haute-Corse

Quatorze attentats ont été commis dans la nuit du samedi 20 au dimanche 21 décembre à Bastia (Haute-Corse) et dans sa proche banlieue. Les dégâts sont relativement importants mais il n'y a pas de victimes. En revanche, un gendarme a été légèrement blessé par une charge explosive, de faible puissance semble-t-il, qui a sauté, dimanche soir, dans la cour de la caserne de gendarmerie Battisti à Ajaccio, seul attentat enregistré en Corse-du-Sud.

En Haute-Corse, cinq des explosions visaient des habitations occupées par des enseignants continentaux, pour la plupart professeurs dans des collèges et lycées de Bastia. Parmi les autres personnes visées figuraient notamment un chef d'école et un technicien d'Air-France, une garagiste, un chauffeur de poids lourd et un employé de préfecture à Bastia.

Aucun des plastiques n'avait été revendiqué lundi en fin de matinée, mais les enquêteurs pensent que ces actions sont dues à l'ex-FLNC. Dans un communiqué récent, le mouvement corse disposait avoir mis en cause les enseignants continentaux qui selon lui « prennent la place de Corsais travaillant à l'extérieur et ne pouvant obtenir de postes sur l'île ».

De son côté, la FEN (Fédération de l'éducation nationale) s'est élevée vivement contre ces attentats, qualifiés d'« actes barbares ».

L'Assemblée nationale ne pourrait-elle emboîter le pas au conseil général du Gers et promettre de scier la clientéliste sur l'autel de la sécurité routière ?

Précision. — M^{me} Christine Sigaut-Cornevaux, avocate du gardien Adé, partie civile dans l'affaire Schleicher, nous prie de préciser qu'elle n'avait visité ni la presse, ni les médias, par les observations qu'elle fit lors du renvoi du procès par les



ESLSCA

les atouts pour gagner.

- Une pédagogie internationale : ESLSCA plus MBA en 3 ans.
- Une pédagogie intégrée : A la vie des affaires.
- Une vie associative et culturelle intense :

Grâce aux accords conclus avec des universités nord-américaines, tout étudiant étranger qui souhaite se pointer en 3 ans sans abandonner le cursus normal de son diplôme, obtenir un MBA (master in business administration) et le diplôme ESLSCA signé par le ministre de l'Éducation.

avec University (New York), University of Connecticut (Storrs), University of Ottawa (Ottawa), Accord identique avec Sophia University (Tokyo).

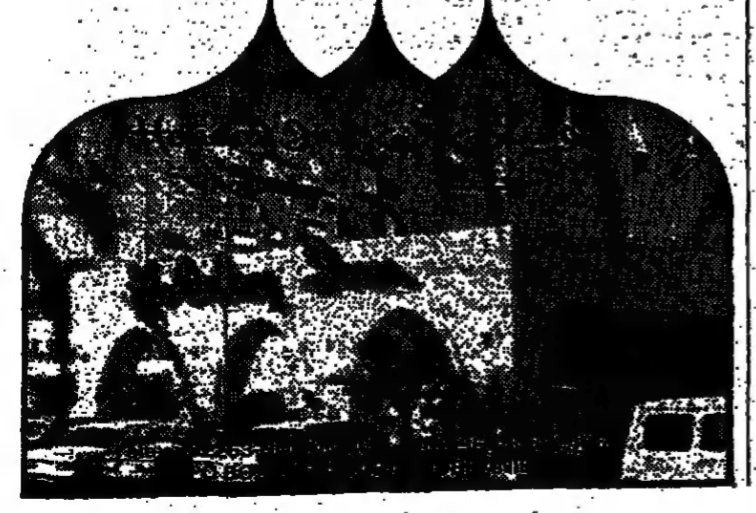
eslscA
1985 : 2 ans d'expérience, 4 500 étudiants élèves, 3 200 candidats au concours, 240 admis, 1 600 autres d'emploi.

ÉCOLE SUPÉRIEURE LIBRE DES SCIENCES COMMERCIALES APPLIQUÉES
11, rue Eugène-Iénot, 75007 PARIS FRANCE - (1) 45.51.32.58

LES SECRETS DES BONS VENDEURS

SCIENCES ÉCONOMIE JANVIER

SOLEIL D'HIVER A AQABA



EUROCAP
INSTITUT CAPILLAIRE

Plus de 20 ans d'expérience dans les soins du cheveu

4, Place Frantz LISZT
75010 PARIS
(1) 48.24.33.82

L'EXPLOIT



AUTOMOBILES PEUGEOT, CHAMPION DU MONDE DES RALLYES CONSTRUCTEURS ET PILOTES 1985 ET 1986.

1983 : naissance du projet 205 TURBO 16. 1984 : engagement dans le championnat du monde des rallyes, 1^{re} victoire au rallye des 1000 Lacs. 1985 : Peugeot champion du monde des rallyes constructeurs et pilotes. 1986 : Peugeot champion du monde des rallyes constructeurs et pilotes pour la 2^e année consécutive. En l'espace de trois ans, la 205 TURBO 16 évolution 1, puis évolution 2 aura marqué le monde de la compétition automobile. La 205 TURBO 16, une grande sportive qui ■ su très vite s'affirmer comme une surdouée en accumulant les succès dans le championnat du monde des rallyes. Sur 26 participations, 25 fois classée et 16 fois première. Un très beau palmarès qui relève de l'exploit. Consécration de toute une équipe, consécration sportive et technologique, la 205 TURBO 16 est à l'image même d'Automobiles Peugeot, dynamique et gagnante.

AUTOMOBILES PEUGEOT



Un constructeur sort ses griffes

CHAMPION DU MONDE DES RALLYES 1985 & 1986

ECONOMIE

LE BILAN ECONOMIQUE 1986

Contre-chocs

Shan. Les contre-chocs qui ont marqué l'année... la chute du prix du pétrole et la baisse de la valeur du dollar...

Ce résultat, néanmoins positif pour la quatrième année consécutive... par une forte réduction de la demande...

Pour les autres pays en développement... à quelques exceptions près... les difficultés structurelles demeurent.

Plaza) pour accroître leurs ventes et alléger le remboursement de leurs emprunts...

Même si le système financier international tient... le plan Baker... présenté à Séoul...

Le mouvement de désinflation, facilité par la baisse du prix du baril...

industrialisés n'ayant augmenté que de 2,7 % en 1986 contre 4,5 % en 1985...

Cependant, le chômage est parfois qualifié d'« incompressible »... il frappe toujours plus de 8 % de la population active...

Après l'extraite de l'année 1985... l'issue de laquelle l'horizon paraissait s'éclaircir...

ENERGIE

La chute du prix du pétrole

L'OPEP, après avoir tenu à bout de bras pendant quatre ans le prix du pétrole...

Nul n'imaginait avant la conférence énergétique de Vienne... que l'OPEP puisse renverser de tout ses... les politiques...

Enfin, l'Arabie saoudite espérait... mettre à genoux son principal ennemi dans le Golfe...

Très vite, pourtant, le remède se révéla pire que le mal... la chute des cours...

Politiquement, les résultats ne sont guère plus brillants... le « contre-choc » a exacerbé le climat...

éder les exportateurs concurrents de l'OPEP... la chute des cours n'a pas réduit à merci l'Iran...

L'Arabie saoudite, mise en accusation par ses pairs au sein de l'OPEP...

Le « guerre » terminée... mais le marché reste fondamentalement déséquilibré...

Le roi dollar, qui régnait depuis quatre années... a été à nouveau sensiblement dévalué...

Comme l'an précédent, ce recul du dollar a été soigneusement « ordonné » aux termes de l'accord monétaire...

L'OPEP, réunie à Genève, décide, le 5 août... sa proposition de l'Iran...

La « guerre » terminée... mais le marché reste fondamentalement déséquilibré...

Le roi dollar, qui régnait depuis quatre années... a été à nouveau sensiblement dévalué...

Comme l'an précédent, ce recul du dollar a été soigneusement « ordonné » aux termes de l'accord monétaire...

Comme l'an précédent, ce recul du dollar a été soigneusement « ordonné » aux termes de l'accord monétaire...

mené au début de l'année... mais ambigu. En octobre...

Il faut attendre la destination brutale, fin octobre... de M. Yamani...

Après l'extraite de l'année 1985... l'issue de laquelle l'horizon paraissait s'éclaircir...

Comme l'an précédent, ce recul du dollar a été soigneusement « ordonné » aux termes de l'accord monétaire...

Comme l'an précédent, ce recul du dollar a été soigneusement « ordonné » aux termes de l'accord monétaire...

DETTE

Déception

La crise de la dette en loin d'être jugulée... Les principaux protagonistes...

L'année avait commencé sous des auspices encourageants... Se ralliant à l'analyse de leurs partenaires...

Pour les exportateurs de pétrole... la chute des cours conjuguée à la baisse du dollar...

La stratégie envisagée par le Fonds monétaire international et

la Banque mondiale, impliquant gouvernements et banques créancières... un temps baptisé « plan Baker »...

Il aura pourtant fallu quatre semaines de négociations ardues... pour que le plan annoncé par le Fonds...

L'année 1986 a confirmé un consensus sur la nécessité de faire un effort pour au moins stabiliser le flux d'aide octroyés...

L'évolution de la conjoncture mondiale ne fait que confirmer... Les pays importateurs de pétrole ont bénéficié de la chute des cours...

MONNAIE

Le dollar en douceur...

Le roi dollar, qui régnait depuis quatre années... a été à nouveau sensiblement dévalué...

Comme l'an précédent, ce recul du dollar a été soigneusement « ordonné » aux termes de l'accord monétaire...

Un tel changement fut décisif et permit, effectivement, au dollar de perdre graduellement de sa valeur...

Dès la fin du mois de juillet... en fait, la baisse du dollar vis-à-vis du yen avait pris fin...

L'accord du 31 octobre a fait grand bruit... interprété comme un armistice dans le conflit entre Tokyo et Washington...

identique avec l'Europe... mais à Washington, en fin d'année...

La Maison Blanche estime que les efforts consentis par les milieux européens... aider les Etats-Unis en stimulant leurs économies...

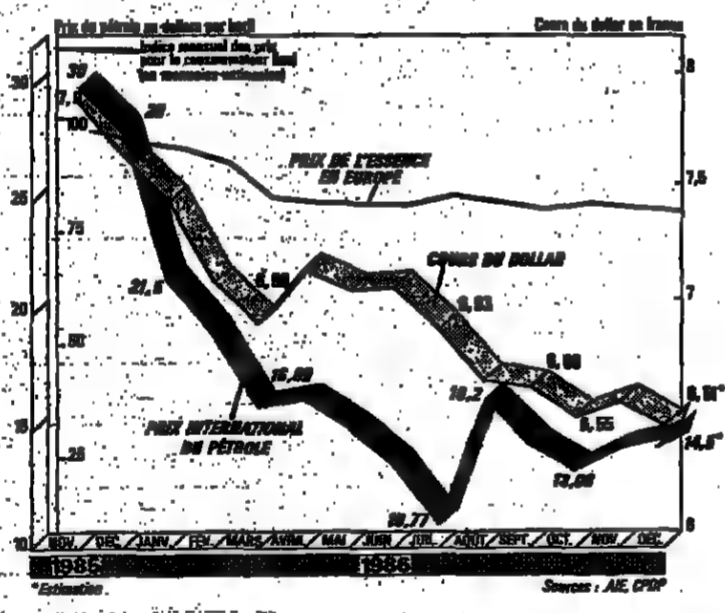
Pour l'exercice 1987, les experts sont divisés... Certains penchent pour une baisse supplémentaire de 10 % du mark par rapport au dollar...

Toutefois, l'attitude américaine sera déterminée par l'évolution du déficit de la balance commerciale

Etats-Unis. Si ce dernier ne diminue pas assez vite... la Maison Blanche...

En Europe, l'événement a été le nouveau réaménagement du système monétaire... effectué, le 6 avril...

En conséquence, le franc français fut dévalué de 16 %, le mark et le florin furent réévalués de 3 %...



infer au paradis

DERNIERES SAATCHI

EMPLOI

Incompressible chômage

UN peu partout niveau de l'emploi s'élève. Même en 1986, on compte 77 000 actifs de plus que l'an passé.

Le chômage - emploi d'intérêt collectif - qui concerne plus d'un million de personnes, à comparer aux 3,2 millions de chômeurs.

A l'inverse, les États-Unis ont profité de leur position dominante et, d'une certaine façon, partagé empiriquement leur marché du travail.

La masse en Europe des capitaux-risques disponibles des capitaux-risques disponibles aux États-Unis et qui sont estimés à plus de 6 milliards de dollars.

Globalement, le chômage stagne. On comptait millions de demandeurs d'emploi en 1986 dans l'ensemble de la zone OCDE.

De 50 à 70 % des emplois nouveaux, estime-t-on, sont créés depuis dix ans par les entreprises existantes ou en expansion.

En Europe continentale, la situation est totalement différente pour des raisons qui tiennent indirectement au contexte international ou au poids relatif des économies.

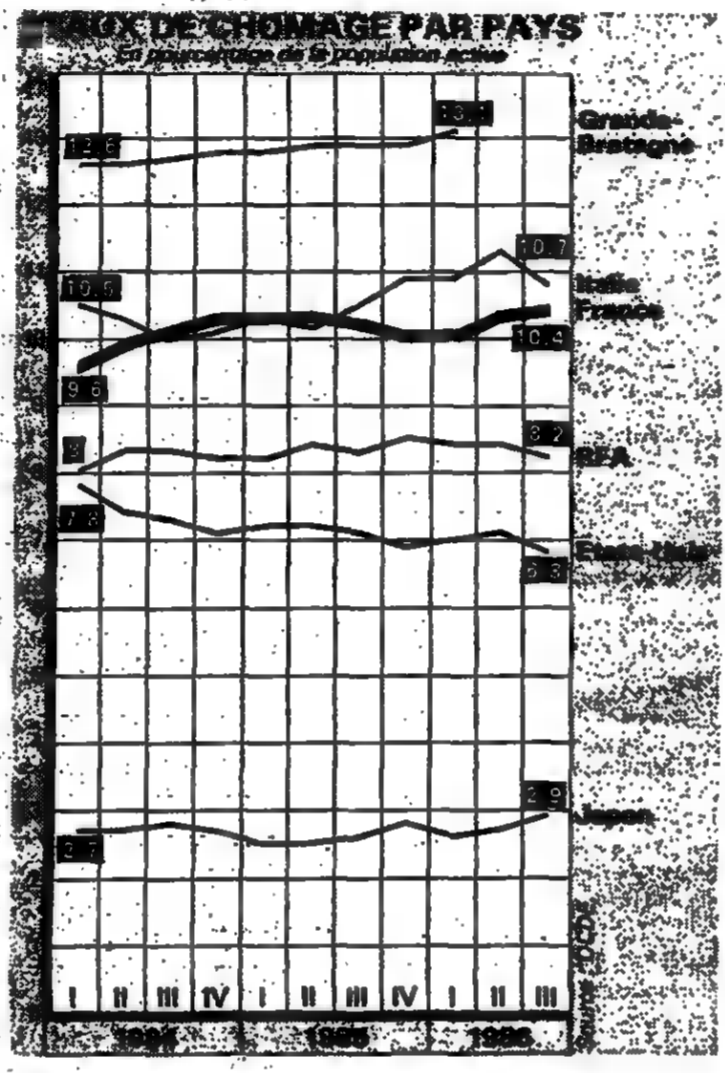
En Europe continentale, la situation est totalement différente pour des raisons qui tiennent indirectement au contexte international ou au poids relatif des économies.

En Europe, la thèse est bien plus lourde. On estime, pour atteindre en 1995 le niveau de 1979, il faudrait que le taux d'accroissement annuel de l'emploi se situe aux alentours de 1 %.

En Europe continentale, la situation est totalement différente pour des raisons qui tiennent indirectement au contexte international ou au poids relatif des économies.

En Europe continentale, la situation est totalement différente pour des raisons qui tiennent indirectement au contexte international ou au poids relatif des économies.

En Europe continentale, la situation est totalement différente pour des raisons qui tiennent indirectement au contexte international ou au poids relatif des économies.



FINANCES PUBLIQUES

Assouplissements

UN tourant peut-être vers plus de souplesse. Toutefois, les situations sont diverses. Des assouplissements apparaissent là où on s'est le plus rapproché de l'équilibre.

ALLEMAGNE FÉDÉRALE : moins d'impôts. L'assouplissement budgétaire a fait du ministre des finances Gerhard Stoltenberg l'homme fort du gouvernement.

ÉTATS-UNIS : toujours le déficit. Avec la médiocrité persistante de la conjoncture et les désaccords entre le Congrès et l'administration, la perspective d'un assainissement budgétaire s'éloigne.

ROYAUME-UNI : du haut. Pour l'année budgétaire 1986, qui se termine le 30 mars 1987, le besoin de financement du secteur public pourrait dépasser l'objectif officiel de 7 milliards de livres.

JAPON : années austères. Après plusieurs années d'une austerité sans faille, bien acceptée par l'opinion, une reconversion s'impose, délicate à mener à bien dans ce pays de consensus.

ITALIE : surmontant saletés. En 1986, contre toute attente, le gouvernement tiendra son pari de ramener à 14,3 % du PIB le déficit budgétaire.

SALAIRES

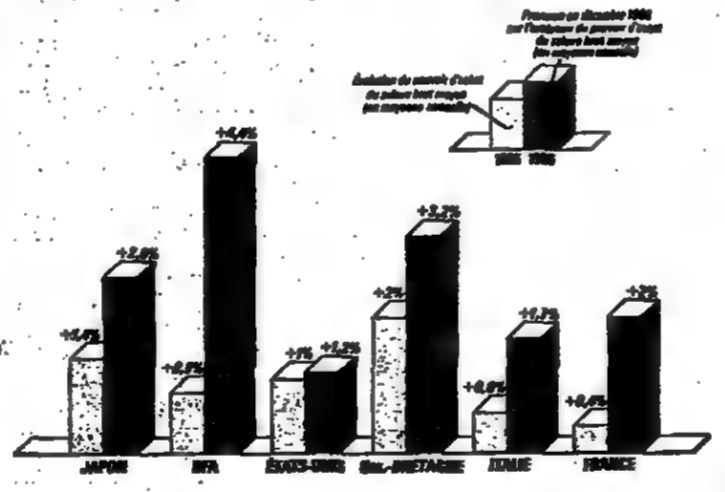
Reprise du pouvoir d'achat

ESPERANCE 1984, le mouvement reprise du pouvoir d'achat s'est confirmé et même amplifié en 1986. Sur la base des données établies au décembre, les salaires sont souvent importants pour les salaires bruts moyens.

En Grande-Bretagne, M. Margaret Thatcher a toujours bien du mal à maîtriser sa politique salariale. 1986 devrait toutefois s'être soldée par une sensible décelération salariale.

En Italie, où le gain de pouvoir d'achat d'une année sur l'autre est important, les syndicats ont pourtant échoué dans leur campagne de printemps pour obtenir satisfaction sur leurs revendications salariales.

En Espagne, des grèves, s'ajoutant à des tensions sociales moins contrôlables dans les mines, ont tenté de venir à bout de la politique d'austérité du gouvernement Martínez.



SYNDICATS

Déconvenues

DIFFICULTÉS pour la plupart des syndicats : au plus mauvais des états, au plus des revers et les échecs l'ont emporté sur les succès. Le nombre de grèves tend partout à diminuer.

En Espagne, des grèves, s'ajoutant à des tensions sociales moins contrôlables dans les mines, ont tenté de venir à bout de la politique d'austérité du gouvernement Martínez.

En Grande-Bretagne, le syndicalisme a dû également se refaire une image, après l'échec retentissant en 1985 de la longue grève des mineurs.

En Italie, où le gain de pouvoir d'achat d'une année sur l'autre est important, les syndicats ont pourtant échoué dans leur campagne de printemps pour obtenir satisfaction sur leurs revendications salariales.

BESOIN DE FINANCEMENT DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

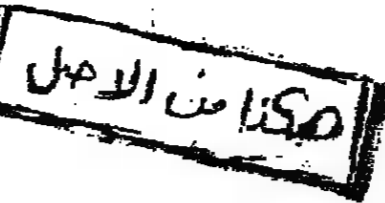
Tableau à 3 colonnes (1985, 1986, 1987) montrant le besoin de financement des administrations publiques en pourcentage du PIB pour les États-Unis, Canada, Japon, Allemagne, France, Italie, Royaume-Uni et Les Sept.

Un besoin de financement exprimé par le signe - correspond au déficit de l'ensemble des comptes de l'État, des régimes sociaux, des collectivités locales.

contraires

inflation

nouveau recul



PRIVATISATION - DÉRÈGLEMENTATION

Le gouvernement de M. Jacques Chirac a fait des privatisations et des dérèglementations sectorielles deux éléments-clés de son programme de « libéralisation » économique.

Le programme de dérèglementation est ambitieux. Il porte sur cinquante-cinq entreprises dans l'industrie, la banque, les assurances, la publicité et l'audiovisuel.

Les lois (2 juillet) ont été publiées en juillet. Le Journal officiel du 26 octobre, le gouvernement a mis en pratique ses principes.

Concurrence

À la fin de l'année 1986, la loi de dérèglementation est entrée en vigueur. Elle a supprimé les prix administrés.

Un Conseil de la concurrence (qui remplace l'ancienne Commission de la concurrence) a été créé.

Programme ambitieux...

mise en vente de Saint-Gobain. Cette dernière opération a été la plus grande privatisation de l'année.

Selon la plate-forme RPR-UDF, la dérèglementation « dans les grands secteurs » devait être le second axe du « moins d'État », au côté des privatisations.

ÉCHANGES

EN France, le commerce extérieur est resté déficitaire en 1986, malgré une réduction considérable de la facture énergétique.

En fait, le solde industriel est complètement effondré, tombant aux environs de zéro, si l'on exclut le matériel militaire.

La consommation des ménages a augmenté de 3,3 % en 1986.

L'appareil de production français n'étant toujours pas en mesure de répondre à ces brusques variations, il en résulte une hausse des importations.

Il faut ajouter l'impact de la chute des grands crédits civils enregistrés en 1986 et en 1984, ainsi que la réduction de près de 10 % des livraisons d'Airbus.

déficit

manufarés s'était certes réduit des deux tiers par rapport à 1981 (hors matériel militaire).

Le défi avec l'Allemagne fédérale, depuis fournisseur, a atteint le bord de 40 milliards de francs (7 milliards sur les onze premiers mois de 1986).

La balance des paiements est également déficitaire. Le déficit de la balance des paiements est de 1,5 milliard de francs.

Déjà pratiquement rééquilibrée en 1985, la balance des paiements courants, à l'exclusion des services, a été nettement excédentaire en 1986.

PRODUCTION

La production industrielle a augmenté de 1,5% en 1986. Meilleur ou moins mauvais que celui de 1985 (+ 0,4%), ce résultat n'en est pas moins très décevant.

Après avoir finalement baissé au premier trimestre (-1,4%) du fait des rigueurs d'un hiver long et froid, la production est bien revenue au deuxième trimestre.

Cependant, l'industrie s'est révélée incapable de s'adapter à la demande quand celle-ci varie brusquement. Ainsi les stocks de produits manufacturés avaient faiblement augmenté en 1985.

Inadaptation

leur est adressée, se traduisant par un sur-stockage, sans accroissement de leur production.

Aussi, quand la demande de la demande intérieure ne suffit pas, la production aura crié assez régulièrement au rythme de l'an.

Les industries de biens d'équipement sont à l'arrière-pensée mal comprises, la production régresse malgré une reprise en fin d'année.

Les industries produisant des biens intermédiaires ont beaucoup

mieux tiré leur épingle du jeu. Si l'on peut à part le tasseau du froid de l'année, causé par le froid et le pic de l'été provoqué par les tarifs préférentiels de l'EDF en juillet-août, la production aura crié assez régulièrement au rythme de l'an.

Les industries de biens d'équipement sont à l'arrière-pensée mal comprises, la production régresse malgré une reprise en fin d'année.

Dans les travaux publics, l'activité n'a cessé d'améliorer, retrouvant et même dépassant ses meilleurs niveaux de 1985. Dans le logement, ce sont les travaux d'amélioration et d'entretien ainsi que le second œuvre qui ont obtenu le plus de succès.

PRIX

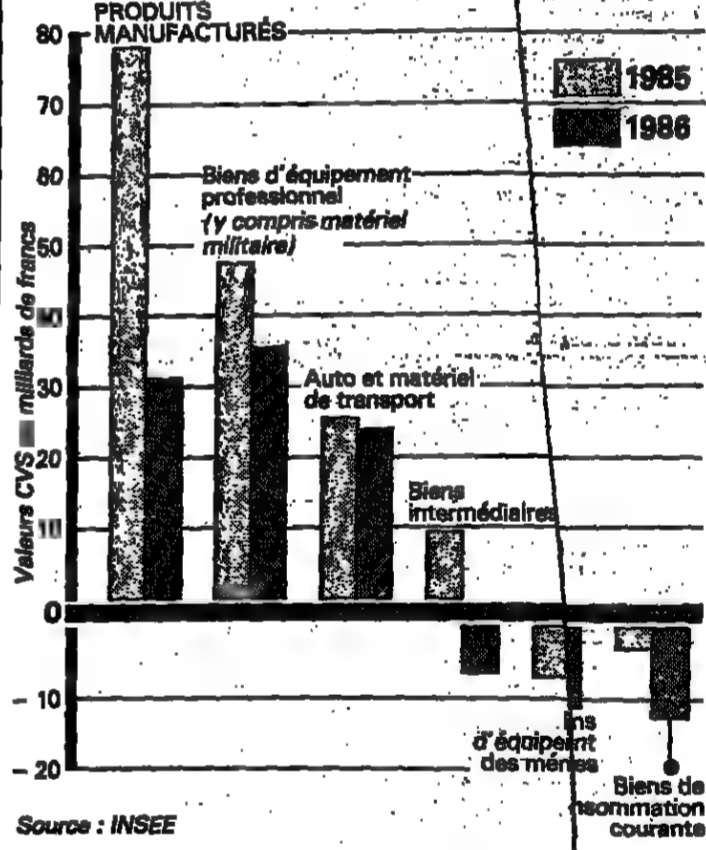
En progrès

La France en 1986, comme en 1985, a été moins dérapée que la moyenne des pays de la CEE.

Par rapport à la RFA, les progrès ont été modestes. L'écart s'est réduit ces derniers mois, passant de 6,4 points en 1981 à 5,4 points en 1985.

Sur l'ensemble de l'année, les prix de détail ont augmenté de 2,3 %.

SOLDES PAR PRODUIS



BUDGET

GLOBALEMENT le déficit des administrations publiques a augmenté en 1986. Sécurité sociale, collectivités locales...

Sans dégradation

de 18,3 % à 18 % du PIB, ce qui est le résultat de l'allègement de 3 % de l'impôt sur le revenu (6 milliards de francs) décidé fin 1985.

Ce sont les économies de dépenses engagées en 1986 par les collectivités qui expliquent, pour leur part, qu'en 1986 la réduction du prélèvement fiscal d'État n'ait pas entraîné de dégradation du solde budgétaire.

Les dépenses de l'État ont augmenté de 14,4 milliards de francs, soit une hausse de 1,4 milliard de francs par rapport au budget initial voté fin décembre 1985.

La loi de finances pour 1987 : la fiscalité sociale sera largement modifiée durant l'année 1986. En trois mois, l'État a obtenu dans le budget rectificatif du 11 juillet 1986 les avantages attendus.

CHOMAGE

COURANT 1985, la France voit croître, encore timidement, ses effectifs salariés, et sans doute le nombre de ses actifs occupés.

Certainement due à une meilleure tenue de la situation économique, cette évolution positive met également en évidence une recomposition du marché du travail.

Précarité

Le chômage, en termes long-temps, continue d'augmenter (+ 91400 en données corrigées sur un an à octobre).

Après les travaux d'utilité collective, qui avaient grandement participé à l'amélioration de 1985, le plan d'urgence en faveur de l'emploi des jeunes a largement contribué aux bons résultats de 1986.

Table: Augmentation des déficits publics. Columns: 1985, 1986, 1987. Rows: Etat, Collectivités locales, Sécurité sociale, Total.

Enfin, le 27 octobre, un projet de loi sur l'épargne a été publié. Outre les avantages supplémentaires qui seront accordés à partir de 1990 aux détenteurs d'actions et d'obligations, ce projet crée un régime nouveau d'encouragement à la constitution de retraites par capitalisation.

D'une façon générale, la libération progressive des prix et des tarifs des services, tant en ce qui concerne l'indice (un demi-point environ en 1986) d'après les estimations, a été assez bien absorbée.

Après les travaux d'utilité collective, qui avaient grandement participé à l'amélioration de 1985, le plan d'urgence en faveur de l'emploi des jeunes a largement contribué aux bons résultats de 1986.

Après les travaux d'utilité collective, qui avaient grandement participé à l'amélioration de 1985, le plan d'urgence en faveur de l'emploi des jeunes a largement contribué aux bons résultats de 1986.

Spectacles

Le Monde Informations Spectacles 42-81-26-20. Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles de 11 h à 21 h sous dimanches et jours fériés. Réouverture et prix préférentiels avec le Carte Club.

Lundi 22 décembre

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX. Les jeunes à privilégier sont indiqués entre parenthèses. LE CERAMI D'ANNA BARGETON. Essai (47-74-43), 19h.

LES SPECTACLES NOUVEAUX. Les jeunes à privilégier sont indiqués entre parenthèses. LE CERAMI D'ANNA BARGETON. Essai (47-74-43), 19h.

Jazz, pop, rock folk. BAKER SAÏS (42-57-71): Blue Monday. CAFEVAL DE LA BICHETTE (42-26-45-67), 21 h 30: B. J. J.

cinéma

LES FILMS NOUVEAUX. ATTENTION, PEVRES. Film américain de P. O'Shea (42-33-42-26). ALIENS, LE RESCOURS (A.V.) (42-33-42-26).

LES FILMS NOUVEAUX. ATTENTION, PEVRES. Film américain de P. O'Shea (42-33-42-26). ALIENS, LE RESCOURS (A.V.) (42-33-42-26).

LES FILMS NOUVEAUX. ATTENTION, PEVRES. Film américain de P. O'Shea (42-33-42-26). ALIENS, LE RESCOURS (A.V.) (42-33-42-26).

LES FILMS NOUVEAUX. ATTENTION, PEVRES. Film américain de P. O'Shea (42-33-42-26). ALIENS, LE RESCOURS (A.V.) (42-33-42-26).

LES FILMS NOUVEAUX. ATTENTION, PEVRES. Film américain de P. O'Shea (42-33-42-26). ALIENS, LE RESCOURS (A.V.) (42-33-42-26).

LES FILMS NOUVEAUX. ATTENTION, PEVRES. Film américain de P. O'Shea (42-33-42-26). ALIENS, LE RESCOURS (A.V.) (42-33-42-26).

LES FILMS NOUVEAUX. ATTENTION, PEVRES. Film américain de P. O'Shea (42-33-42-26). ALIENS, LE RESCOURS (A.V.) (42-33-42-26).

LES FILMS NOUVEAUX. ATTENTION, PEVRES. Film américain de P. O'Shea (42-33-42-26). ALIENS, LE RESCOURS (A.V.) (42-33-42-26).

Renseignements Reservation. LE TERRIER. RUTH LINDAN DES CHANTS. Mise en scène Antoine Julien.

déficit

Précis

صوتنا من الامم

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision, accompagnés d'articles de présentation, de jugements, d'illustrations et de la liste commentée de tous les films...

Lundi 22 décembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

CAMPARI TOUTJOURS PLUS ÉTONNANT! Campari Tonic, deux doigts de Campari, ongles de Schweppes...

- 20.05 Documentaire: Les enfants de la rue. 20.25 Journal. 20.30 Destinations futures. 20.35 Vive le rire.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

LE GROS... ASTORIX CHEZ LES BRETONS

- 20.35 Série: Les cinq dernières minutes.

Savourez une bonne tranche de vie en regardant "LE GUIGNOLO" sur FR3.

- 22.20 Avec Raymond Souplex, Marcel Bozzuffi, Claude Berri. 0.00 Journal. TROISIÈME CHAÎNE : FR3

CANAL PLUS

- 20.35 Cinéma: La Maison du lac. 22.25 Étoiles et buts. 22.55 Les dérivés de Canal Plus.

LA « 5 »

- 20.30 Feuilleton: Dynamite 2. 21.25 Série: L'inspecteur Derrick. 22.35 Série: Lou Grant.

TV 6

- 20.30 Série: Les savantissimo. 21.20 Série: Les super-méchants.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Soirées littéraires. 20.35 Sand-Musset. 21.00 L'Orchestre de la francophonie.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Renseignements sur Apollon. 20.35 Concerto pour violon. 21.00 op. 88, de Dvorak.

Informations « services »

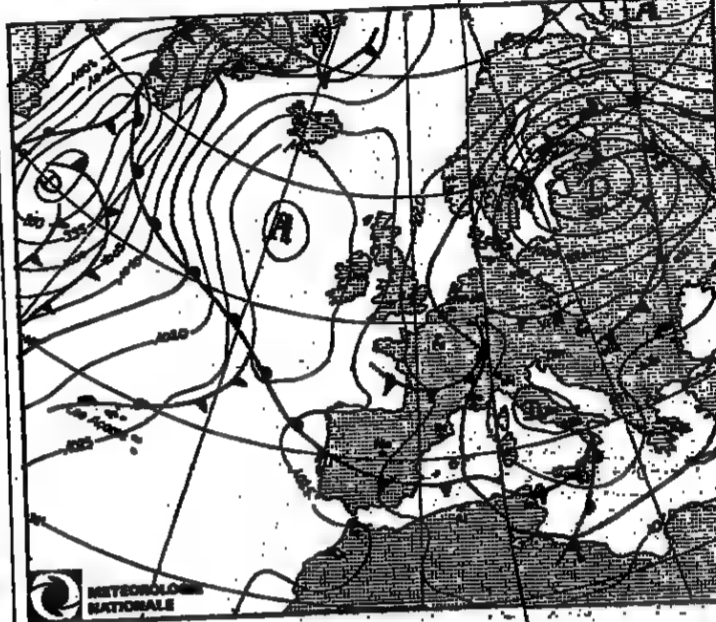
MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le lundi 22 décembre à 0 heure et le mardi 23 décembre à 24 heures. An cours des journées de lundi et de mardi la situation générale sera caractérisée par la présence d'une cellule anticyclonique...

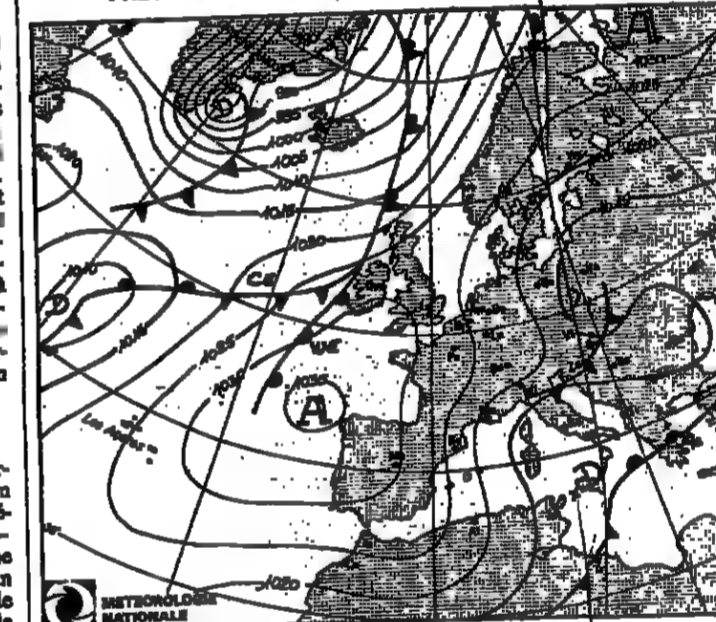
Sur une moitié nord-ouest du pays le temps sera variable, des rafales de vent se produiront le long de la mer du Nord. Dans la journée des averse se produiront...

Les températures seront de l'ordre de 5 à 7 degrés le matin près de la Méditerranée. Les gélées seront générales du Nord-Est - 4 à - 6 degrés en Lyonnais...

SITUATION LE 22 DÉCEMBRE 1986 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 24 DÉCEMBRE A 1 HEURE TU



MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4382

Grid for crossword puzzle with numbers 1-9 in the first row.

HORIZONTALEMENT

I. Même innocente, elle peut sévèrement jugée. II. Huile connue du monde des hydrocarburants. Participe passé. III. Huiles ou légumes. IV. Passe en Centre d'attraction. V. Parler que bêtement. Sur la Dendre. VI. Même les pacifistes utilisent...

VERTICALEMENT

1. Branches pour ceux que certains arbres intéressent. 2. En Asie, il sépare ou rapproche. 3. Conduit un esprit de campagne pour faucher. 4. Aurai donc un but. Tombeau d'Homère. Partie de début et la fin. Quelle que soit sa forme, elle est dirigée par un maître. 6. Pour lui, c'est un complément logique. Repli. 7. Théâtre du boucan et du cancan. Points chauds. 8. Exige une certaine discrétion et beaucoup de réserves. 9. Copulative. Précieux. On l'apprécie exagérément. Titre.

Solution du problème n° 4381

Horizontalement: I. Affublé. II. Nerveux. Surplus. III. Trère. Lis. Es. IV. Pentathlon. V. Mao. Atr. VI. Uccello. Agnès. VII. Tri. Oubli. VIII. Néron. Ob. Era. IX. Clé. Néron. X. Laennec. El. Séd. XI. Al. Auvergnat. Am. XII. Blé. Euterpe. Eua (Eau). XIII. Éloges. Nu. Dort. XIV. Aiguë. XV. Erro. Néss.

Verticalement

1. Antimité. Labeur. 2. Fer. Moccille. 3. Fripouille. Éole. 4. Uvée. Iéna. Ger. 5. Bernache. Nuée. 6. Luette. Neavus. 7. Et. Arion. Cet. An. 8. Atelier. Renit. 9. Ex. O. Egruge. 10. Nulle. 11. T.N.P. Us. 12. Trio. Avon. Aède. 13. Est. 14. Ruer. Aéronautes. 15. Essais. Enéma. As.

PARIS EN VISITES

MERCREDI 24 DÉCEMBRE: « Le musée Picasso », 11 heures, 7, rue de Thorigny (Paris et son histoire). « L'hôtel de Lauzun », 15 heures, 17, quai d'Anjou (Paris et son histoire). « Notre-Dame et l'art gothique », 14 h 30, portail central (Ch. Merle). « Hôtels et jardins du Marais, place des Voies », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé). « Les appartements royaux du Louvre », 14 h 30, porche Saint-Germain-l'Auxerrois (C.-A. Messer). « Hôtels et église de Saint-Louis », 18 h 30, sortie métro Marie (G. Bottes). « Appartement atelier de Delacroix », 15 heures, 6, place Furstenberg (Approche de l'art).

Mardi 23 décembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 13.50 Feuilleton: La petite maison dans la prairie. 14.00 Croque-vacances. 17.10 Feuilleton: Les Pêcheurs. 17.30 Feuilleton: Le mystérieux. 17.50 Mini-journal pour les jeunes. 18.35 La vie des stars. 19.10 Feuilleton: Emma Barbars. 19.40 Expression directe. 20.00 Journal. 20.25 Loto sportif. 20.35 Feuilleton: Le rire de Caïn. 21.35 Théâtre: La répétition ou l'amour puni.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

- 13.50 Magazine: Aujourd'hui le vin. 15.00 Sérial: Simon et Simon. 15.55 Les cinq dernières minutes. 17.35 Sérial A2. 18.05 Feuilleton: Le pont sur la Moselle. 18.30 Magazine: C'est la vie. 18.50 Jeu: Des chiffres et des lettres. 19.15 Actualités régionales. 19.40 Le nouveau théâtre de Bouvard. 20.00 Journal.

- 15.00 Série: Les cinq dernières minutes. 16.00 Feuilleton: L'homme sans nom. 17.00 Mickey, Donald et compagnie. 17.55 Croque-vacances. 18.00 Les cinq dernières minutes. 18.15 Les cinq dernières minutes. 18.35 Série: Les mousters. 18.50 Flash d'informations. 19.05 Variétés. 19.15 Flash d'informations. 19.30 Les cinq dernières minutes. 19.45 Top 50. 19.55 Zénith. 19.55 Flash d'informations. 20.05 Starquizz. 20.30 Les cinq dernières minutes. 20.35 Cinéma: Frankenstein Junior. 21.00 Les cinq dernières minutes. 21.15 Flash d'informations. 21.30 Cinéma: Fureur. 21.45 Flash d'informations. 22.50 Mike Hammer. 23.50 Série: Les cinq dernières minutes. 2.45 Série: Supercopter. 1.40 Série: Mike Hammer. 2.35 Série: Les cinq dernières minutes.

CANAL PLUS

- 14.00 Cinéma: Tanguo. 14.15 Cinéma: Osterman. 15.00 Flash d'informations. 15.15 Cinéma: Osterman. 15.30 Flash d'informations. 15.45 Variétés. 16.00 Flash d'informations. 16.15 Cinéma: Osterman. 16.30 Flash d'informations. 16.45 Variétés. 16.55 Flash d'informations. 17.00 Flash d'informations. 17.15 Cinéma: Osterman. 17.30 Flash d'informations. 17.45 Variétés. 17.55 Flash d'informations. 18.00 Flash d'informations. 18.15 Cinéma: Osterman. 18.30 Flash d'informations. 18.45 Variétés. 18.55 Flash d'informations. 19.00 Flash d'informations. 19.15 Cinéma: Osterman. 19.30 Flash d'informations. 19.45 Variétés. 19.55 Flash d'informations. 20.00 Flash d'informations. 20.15 Cinéma: Osterman. 20.30 Flash d'informations. 20.45 Variétés. 20.55 Flash d'informations. 21.00 Flash d'informations. 21.15 Cinéma: Osterman. 21.30 Flash d'informations. 21.45 Variétés. 21.55 Flash d'informations. 22.00 Flash d'informations. 22.15 Cinéma: Osterman. 22.30 Flash d'informations. 22.45 Variétés. 22.55 Flash d'informations. 23.00 Flash d'informations. 23.15 Cinéma: Osterman. 23.30 Flash d'informations. 23.45 Variétés. 23.55 Flash d'informations. 24.00 Flash d'informations.

LA « 5 »

- 13.50 Série: Ripide. 14.45 Série: Tomerri mécanique. 15.10 Série: Cello. 17.10 Série: Shérif fais-moi peur. 18.00 Série: X. 18.15 Série: Happy days. 20.00 Rugby, en direct de Toulouse. 21.00 Série: Supercopter. 22.50 Mike Hammer. 23.50 Série: Les cinq dernières minutes. 2.45 Série: Supercopter. 1.40 Série: Mike Hammer. 2.35 Série: Les cinq dernières minutes.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Le journal de corps. Emission spéciale: Le handicap à Kerpape: les lieux où vivre. 21.30 Musique: Diagonales. Avec Charlette Couture. 22.30 Nuit magnétique. La nuit et le moment: Les brigands.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert (M. Pleyel). La chausse-souris, opérette en trois actes, de Johann Strauss, par le Nouvel Orchestre philharmonique et les Chœurs de Radio-France, dir. Marek Janowski. Chef des chœurs: Alain Bouffroy. Solo de chant: Monique Paubon; 1^{er} violon: Jacques Prat; 2^{ème} violon: Cheryl Studer, Kristina Laki, Hanna Schwarz, Marie-Thérèse Keller, Christi Bladin, Stephen Dickson, Helmut Berger-Tuna, David Wilson-Johnson, Karl-Ernst M. Roger Carrel. 24.00 Les soirées de France-Musique. Poissons d'or.

100 ARTISANS VENDENT LEURS CRÉATIONS SAMARITAINE

- 20.35 Mardi cinéma: le Léopard. 21.10 Les jeux de mardi. 22.10 Les jeux de mardi. 23.15 Journal. TROISIÈME CHAÎNE : FR3

TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé

Table with columns for location (FRANCE, ÉTRANGER), temperature (max, min, obs), and weather conditions (A, B, C, D, N, O, P, T, *).

■ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France + heure légale. ■ H = heures en été; heure légale moins 1 heure en hiver. (Document établi avec le support technique spécial de la météorologie nationale.)

Des appels... PUBLICA... USURP... CALÈG... AU NOM... NOUVEAU... ET DE... DES MAJ... AU NOM...

صباحنا من الامل

services

Paris

Pour des missions de surveillance Des appelés dans la police

Les policiers nouveaux sont arrivés. Ils portent des petites d'épave-vertes et un bandeau de même couleur sur leur casquette plate. Ces « verts » sont les jeunes appelés du contingent qui ont choisi de faire leur service dans la police. Ils sont 659, 138 à Paris depuis le 1^{er} décembre. En février prochain, ils seront 300, puis 430 à la fin de l'année, pour atteindre le chiffre maximum de 2000 dans les années à venir. Ils représentent alors près de 12 % des effectifs des gardiens de la paix parisiens.

Beaucoup de ces volontaires envisagent déjà de rentrer dans la police avant leur service militaire. Comme dit l'un d'eux : « L'occasion nous est donnée de faire connaissance avec ce métier : nous en profitons. Si cela nous plaît, nous signons notre contrat avec la police à la fin du service national. De toute façon, nous aurons passé dix mois à Paris et nous aurons fait quelque chose d'utile. » Le préfet de police ne cache pas qu'il espère garder une partie de ces appels, notamment ceux qui sont originaires de la région parisienne.

Sciences

Réorganisation du ministère de la recherche

Attendus depuis plusieurs mois et prêts depuis la fin octobre, la réorganisation des services administratifs de la recherche et de l'enseignement supérieur vient d'être rendue publique. Cette réforme, lancée par l'ancien ministre de la recherche, M. Alain Devaquet, vise à réorganiser l'actuelle direction générale du ministère par une direction unique, tout en réduisant les effectifs.

Le Carnet du Monde

Mariages

Génévieve CROS et Jean CHARPANTIER sont heureux de faire part de leur mariage le 22 décembre 1986. La Nouvelle-Orléans, Crêtet, Albertville.

Décès

Il nous prie d'annoncer le décès survenu à Angoulême, le 2 décembre 1986, à l'âge de quatre-vingt-six ans, de Marcel N. BARBERE, ingénieur civil des mines (E-20-22), ancien élève de la Harvard Business School (Cl 25), officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'Aquila Azteca.

M. et M^{me} Robert Colinet-Daige, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Hubert Hoppenot, leurs enfants et leur petit-fils, M. et M^{me} Francis Hoppenot et leur fille, ont le douleur de faire part du décès de leur mère, belle-mère, grand-mère, arrière-grand-mère, M^{me} Jean HOPPENOT, née Marie-Henriette Babona, rappeuse à Dieu le 20 décembre 1986.

JEU GAGNANT N°70 LOTO SPORTIF

Table of LOTO SPORTIF numbers for Equipes 1 and 2.

PUBLICATION JUDICIAIRE

USURPATION et USAGE ILLICITE des MARQUES « CALÈCHE » et « HERMÈS » AU NOM de la S.A. COMPTOIR NOUVEAU DE LA PARFUMERIE ET de la S.A. HERMÈS, DES MARQUES N° 5 et n° 19 AU-NOM DE LA S.A. CHANEL.

Par un arrêt en date du 17 avril 1986, la Cour d'Appel de BORDEAUX, Déclare la SARL SOMATEC responsable des délits d'usurpation et d'usage illicite qui ont résulté de la lecture du procès-verbal de saisie-contrainte dressé le 7 juin 1983 et des déclarations faites à cette occasion à l'huissier par M^{me} Danielle ARLIC.

EN BREF

BÉNÉVOLAT : les Equipes de la Fédération française des Equipes Saint-Vincent, un organisme de l'Eglise catholique, s'adresse aux jeunes qui souhaitent intervenir auprès des familles sans ressources. Dans leurs permanences et leurs camps d'hébergement, ils ont pour but de venir en aide aux chômeurs, aux démunis, aux délinquants. Elles regroupent dix mille femmes environ, mais, pour faire face aux besoins, souhaitent élargir leur recrutement.

PUBLICATION JUDICIAIRE

Arrêt rendu par la cour d'appel de Nancy le 1^{er} octobre 1986. ENTRE la SA les Editions AUBANEL, 7, place Saint-Pierre, Avignon, INTIMÉE M^{me} d'Alais, avocat, SCP Bast, Avocat, ET la SA MERCURE DE FRANCE, 26, rue de Condé, Paris, APPELANTE M^{me} F. Fontaine, avocat, M^{me} Kojima, avocat.

EN BREF

vous au moins quarante-huit heures à l'avance. De son côté, l'Association nationale des médecins conseils de victimes d'accidents (ANAMEVA) ouvre un service de préconsultation médicale gratuite pour informer les victimes d'accidents sur l'évaluation de leur invalidité avant expertise.

PUBLICATION JUDICIAIRE

Arrêt rendu par la cour d'appel de Nancy le 1^{er} octobre 1986. ENTRE la SA les Editions AUBANEL, 7, place Saint-Pierre, Avignon, INTIMÉE M^{me} d'Alais, avocat, SCP Bast, Avocat, ET la SA MERCURE DE FRANCE, 26, rue de Condé, Paris, APPELANTE M^{me} F. Fontaine, avocat, M^{me} Kojima, avocat.

EN BREF

Catherine et Jean-Marie Faupert, Laurence Santoffo, Sophie Dimier-Perrot, ses filles et grand-père, Marie-Madeleine Berlet-Paupert et leurs enfants, Lazare et Anne Faupert et leurs enfants, Marthe et Christian Le Simple et leurs enfants, Véronique et Daniel Levi et leurs enfants, Oweid et Hélène de Zybel et leurs enfants, Marie Perrot et ses enfants, Emmanuel Perrot et ses enfants, David Perrot, Pascale et Patrick Nohret et leurs enfants, Antoinette Dimier, et ses enfants, Et ses amis,

PUBLICATION JUDICIAIRE

Arrêt rendu par la cour d'appel de Nancy le 1^{er} octobre 1986. ENTRE la SA les Editions AUBANEL, 7, place Saint-Pierre, Avignon, INTIMÉE M^{me} d'Alais, avocat, SCP Bast, Avocat, ET la SA MERCURE DE FRANCE, 26, rue de Condé, Paris, APPELANTE M^{me} F. Fontaine, avocat, M^{me} Kojima, avocat.

LOTO 7 7 27 28 30 34

JOEL BATS dédicacera son livre GARDIEN DE MA VIE

Semaine de la bonté Cas n° 48. - Un jeune homme, aimé d'une famille nombreuse...

BERTEIL PARIS - DEAUVILLE "Joyeux Noël"

صكنا من الالاحل

Le Monde CADRES

Lyon Une dimension de leader régional et national CONSULTANT EN RESSOURCES HUMAINES

SOCIETE D'INGENIERIE PRODUCTIVE - 100 Spécialisée dans la mise en oeuvre de l'innovation technologique

Nous sommes une filiale du groupe international norvégien NORSK HYDRO, groupe qui connaît une forte croissance

de jeunes ingénieurs doués pour les affaires

Directeur d'agence HF

SERVICE ET DEVELOPPEMENT INFORMATIQUE

ROBERT BOSCH (France) S.A. CADRE DE GESTION

NOUS SOMMES UNE BANQUE FRANÇAISE de taille moyenne

INFORMATIS

ANCIEN INSPECTEUR DES IMPOTS

COLLABORATEUR

Jeunes diplômés à la rencontre des décideurs

ORGANISME recherche CADRE

SOCIÉTÉ DE SERVICES recherche URGENT

Le Département du Val-de-Marne recrute

La Direction de la Formation professionnelle des Télécommunications

Les grèves dans les transports

Un mouvement largement suivi

Gare de Lyon, côté quai et côté dépôt

Gare de Lyon, côté quai : n'est plus la grande regaille de fin de la semaine dernière, lorsque les voyageurs étaient venus, billets à la main, buter sur une grève pas annoncée...

gare. Mais, pour avoir du poids, il nous fallait un passage par là. On avait déposé des papiers supérieurs, mais la direction n'avait pas bougé...

Pas de grande indignation à l'égard d'un mouvement social auquel ils ne comprennent goutte ; seulement le regret d'en pâtir dans cette période où les enfants devaient rejoindre leurs grands-parents ou les champs de neige ; un peu d'agacement tout de même que la grève de Noël ne soit pas respectée...

Mais ce qui nous mécontente le plus, c'est le projet de grille de rémunérations que la direction veut nous imposer. En gros, nous serons désarmés mais promis un choix et au mérite, et encore, si la SNCF fait des bénéfices. Nous nous attendons que le déroulement de notre carrière se fasse uniquement à l'ancienneté...

Gare de Lyon, côté dépôt : Nous, les agents de conduite, nous savons bien que notre grève gêne les usagers...

AL F.

RER : la crainte du retour

Quel calme à Aubert, la station digne du slogan « choc et choc » de la RATP, le lundi 22 décembre au matin, en ces premières heures de grève des conducteurs automobiles...

« Je suis partie une heure plus tôt de la maison, je viens d'arriver avec un quart d'heure d'avance sur mon horaire habituel. Alors j'attendais l'ouverture de mon bureau... » une femme d'âge mur tranquille mais tassée sur un siège de la ligne 7 Anvers-Claudi-Mairie d'Ivry. Les retards constatés entre cinq et quinze minutes côté métro ; entre vingt et trente sur le RER. La situation peut être plus difficile pour ceux qui marient SNCF et RATP. Ainsi, sur le quai de la ligne A du RER - Saint-Germain-en-Laye - Boissy-Saint-Leger, un jeune homme venu de Gisors, en grande banlieue, se repose un instant. Le voyage a été éprouvant. Levé à quatre heures pour prendre le premier train SNCF sur Paris à quatre heures cinquante-huit. Il a fait chour mes. Il lui a fallu attendre. A sept heures-quinze, il arrive enfin au but : il prend son travail à sept heures quarante-cinq.

Une marge étroite pour les négociations

La grève de la SNCF, qui paralyse pratiquement l'ensemble des réseaux, a fait passer les ingrédients d'un mouvement dur et difficilement contrôlable. Partie le 18 décembre de Paris-Nord, elle n'a pas été impulsée par les syndicats. Ceux-ci ont été amenés, pour ne pas couper de la base, à courir à la grève...

« Donner du mou » Elle intervient à un moment où le climat est dégradé d'une manière générale dans l'ensemble du secteur public. Des mouvements viennent de se produire à l'EGF et à Air Inter tandis que d'autres sont en cours chez les marins et à la RATP (pour trois jours). Autant de signes qui montrent que les protestations contre une certaine manière salariale - qui peut gêner davantage les cheminots au regard des autres salariés - commencent à être senties par les autres salariés.

obtenu par la grève sauvage la suppression du nouveau contrôle des connaissances qu'on voulait leur imposer à la suite de plusieurs accidents. Elle s'apparente surtout à celle de juin 1970 qui leur permit aux conducteurs, après avoir encore sans consignes syndicales, d'obtenir une prime de vacances. Mais elle risque d'être encore plus impopulaire que les précédentes, puisqu'elle pénalise les usagers au pire moment, à l'heure des départs en vacances.

M. Bergeron a fortement recommandé à M. Chirac de donner « du mou » et le premier ministre pourrait souhaiter l'engagement de négociations dans l'ensemble du secteur public. L'immédiat, tout va se jouer à la SNCF. La direction a annoncé pour le 22 décembre en fin d'après-midi des « discussions relatives à l'évolution des salaires en 1987 ». Mais de quelle marge disposera-t-elle ? Acceptera-t-elle de négocier sur les autres revendications des grévistes alors que M. Doufflauges envisageait le 20 décembre que la négociation puisse porter sur la totalité des points qui intéressent les cheminots. Mais il parlait de la réunion du 6 janvier. Comme dans tout bras de fer, il faudra qu'un des deux partenaires obède ou en donne l'impression. La voie du compromis est bien étroite.

Après l'épreuve de force la gare de Chambéry est déserte

CHAMBERY. de notre correspondant

La gare de Chambéry était quasiment déserte le lundi 22 décembre au matin, et les TGV toujours à quai. Seul l'un d'entre eux avait pu quitter la Savoie au départ d'Air-les-Bains en direction de Paris, et trois autres étaient prêts à partir pour Lyon et Marseille. Le trafic était réduit, les secondes classes sont pleines, mais les premières pratiquement vides : les voyageurs se déplaçaient pour motifs professionnels ont fui les sièges du rail pour l'avion.

L'assemblée générale des cheminots, prévue au dépôt le lundi matin, aura permis de faire le point après l'épreuve de force de dimanche. Les agents ont bloqué le départ des TGV avec des chariots pour empêcher le service minimum que la direction a voulu rapprocher de la normale. Un délégué syndical, A. la demande du chef de gare, un huissier est venu constater ce « délit d'entrave à la circulation des trains ».

MICHEL DELBEQUE.

Comme il y a plus d'un an, après les accidents ferroviaires de l'été 1985, c'est à Chambéry que le mouvement s'est développé spontanément, avec un « ras-le-bol » de la base que les organisations syndicales CGT, CFDT et autonomes ont essayé de canaliser. Le malaise et le mécontentement s'y sont à nouveau exprimés dans une action suivie à 100 %, qui concerne à la fois les revendications salariales, et les conditions de travail.

La Corse au bout du monde

BASTIA. de notre envoyé spécial

Quand le libecciu, un vent de tempête, se leva le 18 décembre, il coupa l'île brusquement du reste du monde. Il rendit tout vol aérien impossible. Dans les heures et les jours qui suivirent, l'isolement des habitants devint très grave. Et les grèves d'Air Inter perturbèrent encore plus la situation.

Du fait même de la grève des transports maritimes, la Corse souffre plus que d'autres régions des difficultés d'approvisionnement. 80 % des produits de première nécessité sont en effet « importés ».

EN JORDANIE A AMMAN A PETRA

L'Hôtel Intercontinental et l'Hôtel Amra-Forum Le Forum-Hôtel

vous invitent au voyage sur les traces de Lawrence d'Arabie

INTER-CONTINENTAL HOTELS

FORUM HOTELS INTERNATIONAL Réservations européennes : Londres à partir du 1er décembre 1986 Téléphone : (19) 05-90-85-55 appel gratuit

ERRATUM. - Une erreur de transmission nous a fait attribuer à la CFDT des propos tenus par la CFTC dans notre article intitulé « Grèves-débrayés des agents de conduite SNCF », paru dans le Monde daté du 21-22 décembre. Il s'agit de la dernière semaine, comme suit : Quant à la CFDT, elle critique l'attitude des « technocrates » aveuglés qui bloquent les barrières des salaires, mais elle en dénonce avec autant de vigueur les mouvements inopiné et irresponsables en train de paralyser le pays (...), qui désignent le vrai syndicalisme.

Le fait même de la grève des transports maritimes, la Corse souffre plus que d'autres régions des difficultés d'approvisionnement. 80 % des produits de première nécessité sont en effet « importés ». Pour raison d'urgence, les grévistes ont bien laissé circuler trois cargos remplis de marchandises. Quelques navires battant pavillon de complaisance relient la Corse à l'Italie ; mais on est loin du compte habituel. Dans les boutiques, les commerçants font grise mine. Pas d'étalages, pas d'affaires. Les agriculteurs-mulâtres, de colère, déversent leurs camions de céramiques vides en pourrissement, faute d'être expédiés. Les passagers pour la Corse s'entassent avec voitures, enfants, chiens et chats, sur les quais de la

Elaboration d'une convention sociale entre la France et les Etats-Unis. - Pour mettre fin à une situation jugée embarrassante par les sociétés américaines implantées en France, un protocole d'accord pour une future convention sociale a été signé le 12 décembre à Washington, entre les autorités françaises et américaines. Selon ce texte, les entreprises américaines n'auraient plus à payer les cotisations sociales pour leurs salariés résidents en France, alors que ces mêmes entreprises paient le système social américain. En contrepartie, il n'y a plus de cotisations sociales payées par les salariés français expatriés aux Etats-Unis.

صوتنا من الامل

Economie

DÉCOUVREZ PETRA



Pour toute information: MINISTÈRE DU TOURISME JORDANIAN B.P. 224 Amman - Jordanie ROYAL JORDANIAN 12, rue de la Paix 75002 Paris (16-1) 42.61.80.60

Le Monde MÉDECINE

LA CONCURRENCE FAIT TOUJOURS PEUR SCIENCE&VIE ECONOMIE JANVIER

Pour relancer l'aménagement du territoire

M. Méhaignerie souhaite maintenir les péages autoroutiers jusqu'à l'an 2000

Les péages autoroutiers pourraient ne pas disparaître à partir de 1995, comme prévu, et les nouveaux bureaux de la région parisienne devraient être taxés au maximum.

M. Méhaignerie ne voit que des avantages à l'autoroute. Il a demandé à cinq présidents de conseils régionaux de lui dire la mesure la plus efficace pour l'aménagement du territoire.

200 kilomètres d'autoroute seront mis en chantier, en 1987, contre 100 kilomètres en 1986. Pour M. Méhaignerie, « ce n'est pas suffisant. Allons-nous attendre vingt-huit ans pour achever la mise à deux fois deux voies de la RN 9 ».

une accélération de l'équipement autoroutier national. Tout d'abord, « il faut voir ce que le Fonds européen de développement économique régional (FEDER) peut faire pour accélérer la réalisation de la RN 20, de l'axe Toulouse-Puy et de l'axe Clermont-Béziers ».

Taxer les bureaux

Deuxième axe de recherche: « N'aurait-on pas intérêt à baisser à leur niveau les péages autoroutiers, qui devraient commencer à baisser à partir de 1995 du fait de la fin des remboursements d'emprunts? ».

Le troisième ensemble de « solutions imaginatives » auquel s'attache M. Méhaignerie concerne la région parisienne où la rocade A 86 et celle dite « des villes nouvelles » ne peuvent attendre encore vingt ans.

Si M. Méhaignerie persuade les fonctionnaires du ministère de l'économie et des finances de souscrire à ces mécanismes extra-budgétaires, dont le se défend en général, le conseil interministériel d'aménagement du territoire prévu pour le mois de février prochain pourrait arrêter une politique routière d'un dynamisme comparable à celui des « belles » années 70.

ALAIN FAUJAS.

A TRAVERS LES ENTREPRISES

Chaussures: Myrys ouvre son capital à Bata

Le fabricant français de chaussures Myrys, après des négociations avec le britannique British Shoes, a cédé une part de son capital à Bata SA, la filiale française de la multinationale canadienne basée à Toronto.

Pétrole: ICI et Entreprise OI rectifient leurs frontières

Le groupe britannique ICI et l'entreprise OI, l'ancienne branche pétrolière de British Gas, ont décidé de procéder à des échanges de participations.

Contrats en série pour Pomagalski

Le constructeur graniblois de remorques mécaniques Pomagalski vient d'exporter plusieurs marchés à l'étranger.

ÉNERGIE

Les Charbonnages accélèrent les fermetures de puits

M. Bernard Pache, ministre de l'Énergie, a annoncé le 19 décembre, ses orientations pour les prochaines années, orientations qu'il avait déjà évoquées lors de sa visite en Lorraine, le jeudi 11 décembre.

Le Nord, l'estimation serait la plus élevée; les seuls établissements existants seraient la cokerie de Drocourt, alimentée alors par du charbon importé, l'usine d'agglomérés et les ateliers centraux, éventuellement filiales.

En Lorraine, la volonté de passer le déficit d'exploitation de 1,8 milliard de francs à 1,2 milliard amènera à concentrer l'exploitation sur les deux sites les plus productifs, ceux de la Houve et de Merlebach, et à fermer ceux de l'est de Wasies (Simon, Wendel, Mariemont), ainsi que la plus grande partie de leurs installations au jour.

Au total, le volume de la production dépendra de l'évolution des prix de l'énergie, mais on peut s'attendre à une réduction de moitié d'ici à 1992.

AGRICULTURE

M. Guillaume au « Grand Jury RTL-Le Monde »

« Les Américains commencent à comprendre que leur politique agricole fait faillite »

Au cours de l'émission « Le Grand Jury RTL-Le Monde », dimanche 21 décembre, le ministre de l'Agriculture, M. François Guillaume, a surtout justifié l'aide publique d'un montant de 2 milliards de francs accordés à l'issue de la conférence annuelle agricole du jeudi 18 décembre.

Interrogé sur les négociations entre l'Europe et les États-Unis, il a affirmé: « Les Américains n'ont pas intérêt à faire des changements. Nous avons, nous aussi, la possibilité de mettre en place des mesures de répression sur les exportations américaines ».

fait faillite et que leur coté de plus en plus cher. Invoqué enfin à dessein sur le paysage agricole de la France pour l'an 2000, le ministre est resté parfaitement évasif.

Par ailleurs, les réactions à l'accord de Bruxelles sur la réduction des quotas laitiers et des prix de la viande bovine ainsi que sur les mesures de la conférence annuelle se déroulent sur le terrain: dans le Finistère, le CDJA annonce son intention de « passer à l'action sans plus attendre ».

En Dordogne, le CDJA a lancé une vaste campagne d'affichage hostile au ministre de l'Agriculture.

A propos du Crédit agricole, M. Guillaume a confirmé l'intention du gouvernement de « déléguer » la Caisse nationale dans l'année 1987.

Le Monde sur minitel VOTRE PORTEFEUILLE PERSONNEL

ROYAL JORDANIAN LE RÊVE A 4 H 30 DE PARIS

12, rue de la Paix 75009 Paris - Tél.: 16.1.42.61.80.60 - Départ ORLY SUD: mardi-vendredi-dimanche - Retour: lundi-jeudi-samedi

La chronique

C'est peut-être l'année la plus... (partial text from the right margin)

AT&T et Philips Télécommuni (APT), société européenne créée en 1981 Pays-Bas p... dre aux exig plus rigoure administrati monde ente pements de munications (aujourd'hui au Proche e Orient, en Au aux Amériq AT&T et Phil Télécommu nications possède la grande puis recherche e loppement

Economie

La chronique de Paul Fabra

Le buste de Keynes

C'est pas parce qu'un Français, Michel Camdessus, va succéder à un autre Français, Jacques de Larosière, à la tête du Fonds monétaire international que la conduite des affaires de cette importante institution. D'abord, la politique du FMI n'est qu'accessoirement déterminée par l'homme qu'on désigne pour en diriger les services. Les Etats membres, et singulièrement les plus influents d'entre eux — le groupe des Cinq (Etats-Unis, Grande-Bretagne, République fédérale d'Allemagne, France, Japon), qui disposent chacun d'un siège permanent et individuel au sein du conseil d'administration (1) — donnent le ton. Cependant, la manière dont le directeur général accommode le chapeau n'est pas indifférente. Il y met son tempérament et sa propre vision des événements. C'est du reste des particularités qui ont décidé, du moins en partie, le choix de sa personne.

Pour deux raisons au moins, il est toujours hasardeux de tirer de ce genre de prémises des indications sur le tour que prendront les choses. Les circonstances ne sont pour ainsi dire jamais celles que l'on a prévues. Un homme ne se laisse pas facilement résumer, et il arrive qu'à vouloir le caractériser trop vite, telle ou telle de ses attitudes, échappe à l'observateur.

Michel Camdessus aborde la tâche qui l'attend avec une humilité de bon aloi : « Je croyais jusqu'à hier soir avoir des idées relativement précises sur les problèmes de l'endettement et du système monétaire international, mais m'apercevais aujourd'hui comme à travers un brouillard », dit-il le jour de sa nomination.

Facon de parler, ou plutôt sans doute de ressentir le poids de ses futures responsabilités. Comme je l'interrogeais sur ce qu'il me répondrait si je persistais à lui demander comment il voit les choses, il me dit très clairement que le système financier et l'économie mondiale présentent à ses yeux « trois risques principaux ».

Le premier est précisément celui que continue à faire courir le dette. On ne pourrait le formuler que par une forte espérance de l'ensemble des pays ». A l'appel de son

propos, Michel Camdessus, qui, en tant que président du Club des créanciers (dit « Club de Paris ») de 1978 à 1982, a su aussi gagner la confiance des pays latino-américains, suscite, d'un côté, le service de la dette représente environ 30 % des recettes d'exportation des pays lourdement endettés. Il faudrait, toutes choses étant égales, que leurs ventes à l'étranger augmentent d'un pourcentage égal. Ici aussi, il n'est pas sûr que le remboursement ne se traduise pas par l'accumulation d'autres emprunts. C'est une première raison pour penser qu'une croissance vigoureuse de l'économie mondiale est une condition nécessaire pour surmonter les graves difficultés actuelles.

Cette condition a-t-elle des chances raisonnables de se réaliser ? « J'ai, répond l'actuel gouverneur de la Banque de France (jusqu'au 15 janvier 1987), des doutes sur la possibilité des pays industrialisés à croire au cours des prochaines années au rythme de 3,25 % l'an, hypothèse avancée par les experts du FMI pour la réalisation d'un scénario sans crise ».

Pour Michel Camdessus, le plus grand obstacle à l'horizon est le déficit de la balance des paiements américaine, que l'OCDE chiffre pour cette année à quelque 138 milliards de dollars (contre un excédent japonais de 81,75 milliards et allemand de 32,5 milliards). « Il serait bien sûr d'espérer que les Etats-Unis réussissent de qu'un pays jusqu'à ce jour n'est parvenu à faire, à savoir procéder à l'ajustement des comptes extérieurs sans fringage de l'activité intérieure. Or le monde ne peut se payer une récession de l'économie américaine, pas plus qu'il ne pourrait supporter la prolongation indéfinie des déséquilibres de balance des paiements de l'ensemble que nous connaissons. Voilà en quelques mots, formulés en termes simples, les données du drame qu'il faut appréhender d'ici-là ».

Quant au troisième risque, le plus menaçant, il est constitué par

la conduite de la politique économique interne.

Dans la même ligne de pensée, Michel Camdessus affirme que « la surveillance multilatérale » offre de grandes perspectives. Comme la demande du futur directeur général si le concertation politique n'est pas un moyen de pallier l'absence de tout système régulateur, tel que celui que constitue un régime de libre convertibilité en or, et si un tel régime a une chance de renaitre un jour sous une forme moderne, il me répond :

« Cette possibilité existe pour un avenir plus ou moins lointain, mais sous une double condition. La première est un renouveau de la réflexion théorique ; la seconde est que simultanément les responsables continuent inlassablement à travailler ensemble pour améliorer le fonctionnement du système tel qu'il existe ».

Au même directeur général qu'il a connu le FMI depuis sa création en 1946, succédant à la mi-janvier Michel Camdessus. Dans le vaste bureau qu'il occupera à son tour à Washington, un buste de John Maynard Keynes est posé bien évidence. Cette figure a défini jusqu'à ce jour les changements d'hommes aussi bien que les politiques successives menées par les pays membres.

Le plus célèbre des économistes du siècle prévoyait au milieu des années 30 la saturation prochaine (c'est-à-dire une trentaine d'années) des besoins d'investissements des pays développés, les seuls dont il ait jamais parlé. N'était-il pas à ce titre le théoricien d'une époque où le monde se réduisait à quelques pays riches et fatigués ? Ne raisonnait-il pas sur l'hypothèse d'une économie rationnelle (le britannique) fonctionnant en vase clos ? Ne servait-il que pour ces deux raisons, sa présence symbolique dans le sein des services du système monétaire international se justifie-t-elle ? Mais qui osera retirer le statut ?

(1) Les autres quelque cent quarante-cinq pays membres du Fonds monétaire sont représentés par groupes au sein du conseil d'administration.

LA POLITIQUE A L'AFFICHE

à dévorer

Le livre : 700 photos, 195 francs. Editions Du May. L'essai : du 9 janvier au 7 février, 200 affiches. M.H.C.-B.C.I.C. Hôtel des Invalides.

Un livre. Une expo

POUR CEUX QUI ONT l'ETOFFE NOUS FAISONS du SUR-MESURE

une grande école de management graduate school of management studies SUP DE CO MARSEILLE

ESCE de Marseille - Luminy Case 911 13288 MARSEILLE Cedex 03. Tél. : 91.41.01.00.

MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT, DU LOGEMENT DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DES TRANSPORTS

Direction départementale de l'équipement des Hauts-de-Seine

SUBDIVISION DES ÉTUDES FONCIÈRES ET DE TOPOGRAPHIE

32, quai Gallieni - 92151 SURESNES CEDEX

AVIS D'OUVERTURE D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Commune de Rueil-Malmaison

échangeur du pont de Chatou

ENQUÊTE PUBLIQUE SUR L'ÉTUDE D'IMPACT

Le public est informé que, par arrêté préfectoral en date du 27 novembre 1986, il a été procédé aux enquêtes publiques concernant le projet envisagé sur le territoire de la commune de RUEIL-MALMAISON.

Les pièces du dossier concernant cette enquête seront déposées pendant trente-cinq jours consécutifs du 23 décembre 1986 au 27 janvier 1987 inclus à la mairie de RUEIL-MALMAISON, où le public pourra les consulter de lundi au vendredi de 9 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 18 h et le samedi de 9 h 30 à 12 h.

Les personnes désirant émettre un avis sur ce projet pourront consigner leurs observations sur le registre ouvert à cet effet aux jours, heures et lieux ci-dessus. Elles pourront de même les adresser à M. Guy Lefebvre, vice-président honoraire du Tribunal de grande instance de NANTERRE, 118, rue des Chênes, 92160 ANTONY, nommé commissaire-enquêteur.

Celui-ci recevra le public en mairie de RUEIL-MALMAISON, le 24 janvier 1987, de 9 h à 12 h et les 26 et 27 janvier 1987 de 15 h à 18 h.

A l'issue de cette enquête, les copies des conclusions du commissaire-enquêteur seront tenues à la disposition du public, en mairie de RUEIL-MALMAISON, à la préfecture des Hauts-de-Seine - direction départementale de l'équipement, accès du public, avenue + 1, aux heures normales d'ouverture.

Le dossier d'étude d'impact pourra être consulté sans limitation de durée : à la mairie de RUEIL-MALMAISON, à la préfecture des Hauts-de-Seine - direction départementale de l'équipement, accès du public, niveau 01, à l'urbanisme territorial urbain centre - 16, rue de Maréchal, 92420 VILLE D'AVRAY à la subdivision INFRA/AG/ET 3 - 91, rue Paul-Bert, 92700 COLOMBES.

Cette publication est effectuée en application de l'article R.11-147 du code de l'urbanisme pour cause d'utilité publique.

AT&T et Philips Télécommunications

EN 1984, UN EUROPÉEN SURDOUÉ EST NÉ DE PARENTS EXCEPTIONNELS.

AT&T et Philips Télécommunications (APT), société européenne, a été créée en 1984 aux Pays-Bas pour répondre aux exigences les plus rigoureuses des administrations du monde entier en équipements de télécommunications publiques (aujourd'hui en Europe, au Proche et Moyen Orient, en Asie, aux Amériques). AT&T et Philips Télécommunications possède la plus grande puissance de recherche et développement du monde.



A travers AT&T et Philips, ses deux actionnaires, elle a accès aux fantastiques réservoirs technologiques des laboratoires de Philips et aux "Laboratoires Bell" d'AT&T qui ont été les précurseurs des plus grandes innovations en télécommunications : les transistors, les satellites de communication, les centraux numériques, la transmission optique... APT développe les

systemes de transmission, les centraux PRX analogiques et les centraux numériques 5 ESS-PRX. AT&T et Philips Télécommunications, c'est, en Europe, une recherche propre de 1 200 ingénieurs, 2 milliards de francs d'investissements, la participation aux projets européens. C'est la nouvelle génération des télécommunications. AT&T et Philips Télécommunications France SA, 38, rue de Lisbonne 75008 PARIS.

AT&T ET PHILIPS TÉLÉCOMMUNICATIONS. LA NOUVELLE GÉNÉRATION



LES ENTREPRISES
Les Myrys ouvre
L'impact à Bata

Le Monde
VOTRE PORTEFEUILLE PERSONNEL
LE MONDE

سكنا من الاميل

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Le 15 décembre 1986, la valeur liquidative de la SICAV - VALEURS DE FRANCE...

Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330



SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT A CAPITAL VARIABLE (SICAV)

Information aux actionnaires

1. Les actionnaires de la SICAV UNI-RÉGIONS sont convoqués en assemblée générale ordinaire le 19 janvier 1987...

3. Approbation du bilan et des comptes de l'exercice clos le 30 septembre 1986...

Nous invitons tous les actionnaires de la SICAV UNI-RÉGIONS à prendre contact avec leurs bureaux de Crédit agricole...



Marchés financiers

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en milliards de francs)

Table with columns: ACTIF, 1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER, 2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR, etc.

Table with columns: PASSIF, 1) BILLETTS EN CIRCULATION, 2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS, etc.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

Table listing various stock indices like Cote, Industrie, etc.

Table listing regional indices for various French regions.

CHANGES

Dollar : glissement à 6,55 F

Sur des marchés des changes toujours très calmes, le dollar a glissé à 6,55 F...

Table of exchange rates for Frankfurt, Tokyo, and New York.

INDICES BOURSISERS

PARIS (INSEE, base 1981 = 100)

Table of Paris stock indices: Cote, Industrie, etc.

NEW-YORK (Index Dow Jones)

Table of New York stock index.

LONDRES (Index - Financial Times)

Table of London stock indices.

TOKYO

Table of Tokyo stock indices.

MATIF

Notionnel 10% - Cotation en pourcentage du 18 décembre

Table of MATIF interest rate data.

AUTOUR DE LA CORBEILLE

HUTCHINSON: FEU VERT AU RACHAT DU JOINT FRANÇAIS... SODEXBO: NOUVELLE BAISSE DES RÉSULTATS...

ASYSYTEL advertisement: DES RÉSULTATS ET UN AVENIR. Créée en 1981 avec 3 collaborateurs, ASYSYTEL en compte 200 en 1986...

THOMSON-CSF advertisement: Action! émission d'Actions à Bons de Souscription d'Actions. Une note d'information (visa COB n° 86-448) en date du 19 décembre 1986...

BOUBAKEUR advertisement: Cheikh Si Hamza BOUBAKEUR, Recteur honoraire de la Mosquée de Paris. Traité moderne de théologie islamique.

BOURSE sidebar: Bourse de Paris, Bourse de New York, Bourse de Londres, Bourse de Tokyo, Bourse de Francfort.

صحة من الامل

Marchés financiers

BOURSE DE PARIS 19 DECEMBRE Cours relevés à 17 h 35

Main table of stock market data for Paris, including columns for 'VALEURS', 'Règlement mensuel', and 'Comptant'. It lists various companies and their share prices with daily changes.

Comptant (selection)

Table of 'Comptant' (cash) transactions, listing various financial instruments and their current prices.

Second marché (selection)

Table of 'Second marché' (second market) transactions, listing various financial instruments and their current prices.

Actions

Table of 'Actions' (stocks), listing various companies and their share prices.

SICAV (selection)

Table of 'SICAV' (investment funds), listing various funds and their current prices.

Droits et bons

Table of 'Droits et bons' (rights and bonds), listing various financial instruments and their current prices.

Marché libre de l'or

Table of 'Marché libre de l'or' (free gold market), listing gold prices and other related instruments.

MINITEL La question est simple de votre professionnalisme personnel.

Vertical text on the left margin, including 'BOURSE DE PARIS' and 'theologie islamique'.

